

Des vaccins, pas des matraques !



- « Quoi qu'il en coûte »... aux travailleurs p. 2
- Autodéfense des grèves et des manifestations ! p. 6
- Une grève à Biocoop p. 7
- Covid-19, vaccination et capitalisme p. 9
- Monde : quelles perspectives pour 2021 ? p. 14
- États-Unis : des bandes fascistes au Capitole p. 18
- Inde : multiplication de grèves p. 20
- Iran : assez d'assassinats par Israël ! p. 22
- 1880-1882 : programme et parti en France p. 23
- Mali : un État plus disloqué que jamais p. 28

Crise sanitaire, crise économique

le « quoi qu'il en coûte » est pour les travailleurs

Un an après le commencement de la pandémie de covid-19, le capitalisme et ses États se montrent bien incapables de juguler ses effets. Elle a généré une crise sanitaire dont l'issue est encore lointaine et a renforcé les contradictions du capitalisme mondial. Partout dans le monde, les travailleurs, les pauvres sont les premiers à en faire les frais.

Une double crise sur le dos des travailleurs

Face à la situation épidémique, Macron s'est vu contraint d'imposer un deuxième confinement. Pour autant il s'agit avant tout de limiter les contaminations tout en maintenant l'essentiel des activités économiques. Ainsi, en dehors des secteurs de la restauration et de la culture, la production marchande et les services publics se poursuivent en même temps que les contaminations sur les lieux de travail, d'études, lycées inclus, et donc ensuite dans les familles, et dans les transports. Dans ces conditions, le niveau des nouvelles contaminations quotidiennes se maintient aux alentours de 20 000. Ce nombre est proche de la situation précédant le deuxième confinement et reste donc bien supérieur à l'objectif de 5 000 contaminations journalières maximales fixé par Macron lors de l'annonce de ce deuxième confinement le 28 octobre.

Depuis le début de la pandémie en mars 2020, 70 283 personnes sont mortes du covid au 17 janvier 2021 selon Santé publique France, et le nombre de morts recensés pendant la deuxième vague depuis septembre est plus important que celui de la première vague, malgré les progrès dans la prise en charge des malades.

Macron a annoncé que la santé était « *un bien public mondial* » mais c'est tout le contraire ! Les médicaments comme les vaccins font l'objet d'une course au profit au plan mondial qui se révèle lucrative, mais inapte à répondre aux besoins de manière cohérente, organisée et accessible à tous. Le début de la campagne de vaccination, chaotique, est un échec au prétexte de « *ne pas confondre rapidité et précipitation* ». De plus, le manque de doses de vaccins, résultat du mode capitaliste de la production, vient rajouter l'impuissance au désordre.

La crise économique qui se préparait a été précipitée et renforcée par la pandémie mondiale. Non seulement la situation sanitaire oblige certaines entreprises à arrêter ou limiter leurs activités mais, de plus, elle accélère la restructuration du capital au détriment des travailleurs.

Ainsi, la baisse du PIB en 2020 est la plus grave que la France ait jamais connue depuis qu'il est mesuré, autour de 10 % (9 % selon l'INSEE et la Banque de France et 11 % pour le gouvernement). Le ministre de l'économie revoit déjà à la baisse ses perspectives pour 2021 : « *nous avions prévu 6 %, ce chiffre est un défi. Je souhaite qu'on soit le plus lucide possible là-dessus* » (Le Maire, 12 janvier). Les destructions d'emplois nettes, bien que contenues par les mesures de soutien aux entreprises, dont le paiement par l'État du chômage partiel, ont été proches de 800 000. Il s'est agi dans des les premiers mois des plus exploités et donc des plus fragiles : travailleurs sans papiers, en intérim ou en CDD, jobs étudiants, contrats à temps partiels qui concernent les femmes très majoritairement. Les faillites d'entreprises ont été moins nombreuses en 2020 qu'en 2019, car elles ont été mises sous perfusion des aides publiques, mais les destructions d'emplois à venir seront considérables, dès que ces aides cesseront ou même seulement diminueront. Selon la Dares, entre mars et décembre 2020, 657 plans « de sauvegarde de l'emploi » avaient été initiés contre 369 sur la même période l'an passé. En outre, cela ne tient pas compte des licenciements par les entreprises de moins de 50 salariés, des faillites d'auto-entrepreneurs, des jeunes qui cherchent un premier emploi, etc.

Le déclasserment du capitalisme français

L'impérialisme français continue de perdre des positions, économiques et politiques.

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Imprimé par le GMI. Directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 12 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol, esperanto, français, turc : revolucionpermanente.com

Site du GKK/Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI/France : groupemarxiste.info

Site de PD/Turquie : patronsuzdunya.com

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné par les islamistes le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski.

L'impérialisme français rencontre de plus en plus de difficultés pour maintenir son influence dans son pré carré en Afrique. Il essaie aussi de restaurer son influence au Proche-Orient. Ses troupes interviennent en Irak et Macron a visité deux fois le Liban pour le « sauver », mais s'y est cassé les dents !

Beaucoup de grands groupes transnationaux perdent pied. Parmi les fleurons industriels français, figuraient le nucléaire, l'aéronautique et l'automobile, des secteurs qui souffrent particulièrement. Afin de résister, PSA fusionne à 50/50 avec FCA pour créer Stellantis (marques Alfa Romeo, Chrysler, Citroën, Fiat, Opel, Peugeot) dont le siège est à Amsterdam. Mais le groupe de l'aluminium Péchiney a été absorbé par le canadien Alcan en 2003 et le groupe Alstom a vendu en 2015 sa division de turbines à l'américain General Electric. Dans l'industrie pharmaceutique, pourtant portée par la conjoncture, Sanofi a rencontré des problèmes dans la course au vaccin. Le groupe canadien Couche-Tard vient de tenter de prendre le contrôle de Carrefour, fragilisé, ce qu'a découragé le gouvernement français, qui n'est libéral que lorsque cela l'arrange, au nom d'arguments ridicules : « *Le jour où vous allez chez Carrefour et qu'il n'y a plus de pâtes, vous faites comment ?* » (Bruno Le Maire, 13 janvier).

La « balance commerciale » (échanges de biens) accuse un déficit depuis 15 ans, actuellement de 65 milliards d'euros par an. Selon le RN et LFI, il suffirait de fermer les frontières françaises aux produits étrangers pour régler ce problème, sans s'occuper des conséquences de la destruction de l'Union européenne ni des rétorsions des États étrangers sur les produits français.

La seule chose qui distinguait les partis bourgeois (RN, LR, LREM...) et les partis sociaux-patriotes (PS, PCF, LFI, POID...) est que ces derniers n'accusaient pas les travailleurs immigrés d'être la cause du chômage, du manque de logements, de l'affaiblissement de la protection sociale, de la délinquance. Mais, déjà, le chef de LFI avait mis en cause l'ensemble des Tchétchènes vivant en France. Un député LFI va encore plus loin dans la convergence avec Le Pen.

Je suis favorable au retour des frontières, sur capitaux, marchandises et personnes, y compris pour les

Européens du Nord. Il faut poser des limites à la circulation tous azimuts des personnes. (François Ruffin, 2 décembre)

La nécessité de renforcer l'exploitation

Pour tout capitaliste français (au sens où il opère sur le territoire de l'État français), la double crise pousse des attaques directes sur le lieu d'exploitation (fermeture de site peu rentable, flexibilité des horaires, intensification du travail, baisse du salaire...). Au niveau national, le patronat presse l'État bourgeois d'agir, notamment contre les retraites et l'assurance chômage, pour tenter de rétablir leur taux de profit.

C'est au président de la République et à lui seul de décider du calendrier, mais les faits sont têtus, vous ne pouvez avoir un régime des retraites qui reste déficitaire pendant des décennies jusqu'en 2045, sinon ce sont les retraites de nos enfants, pour reprendre l'expression de Jean-Luc Mélenchon, que vous menacez, que vous mettez en péril. (Bruno Le Maire, 14 décembre)

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Le gouvernement hésite, craignant d'un côté de précipiter un nouvel affrontement avec la classe ouvrière et de l'autre d'être accusé de laxisme par la bourgeoisie. Pour s'engager, il aura plus que jamais besoin du soutien du « dialogue social ». La réforme des retraites « *figure bien à l'agenda social 2021* », assure la ministre du travail Borne le 4 décembre 2020 sur CNews, « *mais il faut le faire dans le dialogue social avec les partenaires sociaux... quand on aura pu surmonter l'urgence du moment* ». Quant à la réforme de l'assurance chômage, elle fait l'objet de nouvelles concertations avec les chefs syndicaux depuis la mi-janvier.

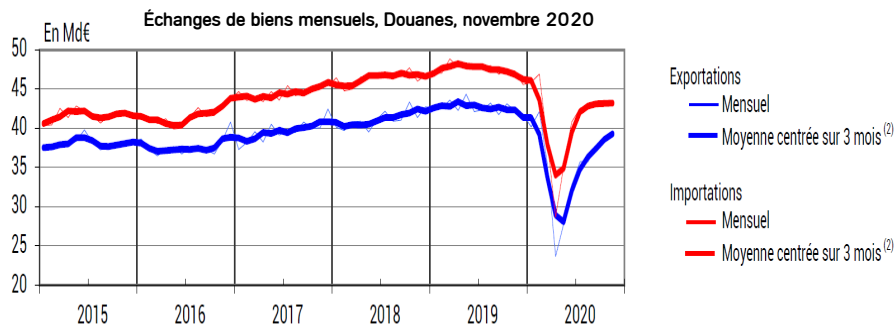
Parallèlement, l'endettement public est passé de 100 % du PIB fin 2019 à 120 % fin 2020, à la suite des mesures prises en soutien aux capitalistes. Cela inquiète les serviteurs du capital les plus conséquents :

Mon raisonnement est de dire qu'il faut rembourser la dette. Je le redis pour une raison simple, qui est que cette dette doit être rachetée par des investisseurs. Si vous voulez que les investisseurs continuent d'être intéressés par la dette française, il faut

Dares, 21 janvier 2021

Estimations au 21 décembre

	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20
Nombre de salariés effectivement placés en activité partielle (millions)	6,9	8,4	7,0	3,6	2,0	1,2	1,3	1,8	2,9
Nombre d'EQTP effectivement placés en activité partielle (millions)	2,1	5,4	2,8	1,4	0,8	0,5	0,5	0,5	1,5
Nombre d'heures (millions)	322	816	429	219	124	68	79	84	233
Montant d'indemnisation (Md€)	3,3	8,6	4,6	2,3	1,4	0,8	0,9	0,9	2,3



leur garantir qu'on la rembourse. (Bruno Le Maire, 1^{er} décembre)

Mais comment ? Par « des réformes de structures », répond le ministre de l'économie. C'est-à-dire par de nouvelles coupes dans les services publics et le respect des remboursements et des intérêts versés aux groupes financiers par l'impôt qui pèse surtout sur les classes laborieuses.

En attendant, le décret du 11 novembre impose trois conditions pour bénéficier de l'indemnisation pour activité partielle : l'âge (plus de 65 ans) ou une pathologie grave, l'impossibilité du télétravail et l'absence de mesures de protection renforcées sur le lieu de travail. Serge Legagnon, secrétaire confédéral de FO trouve le décret « très intéressant et positif pour les salariés ». L'UNSA prétend que le gouvernement « revient à la raison ». Et le taux de l'indemnisation pour chômage partiel, dans les entreprises ayant rouvert, passera à 72 % du salaire net (au lieu de 84 %) à compter du 1^{er} février. Aux travailleurs d'en faire les frais. En attendant, la réforme des aides au logement devrait permettre d'économiser 700 millions d'euros sur le dos des allocataires.

La nécessité de renforcer la répression

Le gouvernement renforce son dispositif répressif pour prévenir toute contestation sociale ou politique par la loi « sécurité globale », par le fichage des mal-pensants et autres militants, par l'extension des fichiers de police et aussi par l'augmentation des effectifs, des équipements et des rémunérations des corps de répression.

Les « syndicats » Alliance et Synergie (aux mains de LR et du RN) se dressent en fin d'année contre toute mise en cause des violences policières. Les partis « réformistes », tout en dénonçant les « factieux », renouvellent leur confiance dans la police elle-même.

Une société dans laquelle la population déteste sa police et la police se méfie de la population, il faut arrêter ça, il faut rentrer dans une logique de désescalade... 150 suicides depuis le début de l'année, il y a quand même un problème, non ?... On peut rétablir l'ordre dans la police si on y remet un peu de bon sens. (Jean-Luc Mélenchon, Le Parisien, 14 décembre)

Le gouvernement suit leurs conseils.

Dans une lettre adressée le 12 janvier aux syndicats de policiers, Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur, a promis, notamment, la mise en place de la gratuité des transports entre le domicile et le lieu de travail ainsi qu'une meilleure prise en charge des mutuelles par le ministère. (Le Monde, 15 janvier)

Les directions syndicales poursuivent la collaboration de classe

Macron appelait une nouvelle fois dans ses vœux du 31 décembre à l'unité nationale pour remettre sur pied le capitalisme français. L'État a besoin de la connivence des grandes organisations ouvrières pour mener à bien ses attaques contre la classe ouvrière. Ainsi les concertations sont omniprésentes avec les directions syndicales, seul le « Grenelle de l'éducation » a été déserté, après des semaines de participation, par la FSU et la CGT.

Pour se défendre et gagner, le prolétariat doit pouvoir compter sur ses organisations constituant un front unique, d'abord pour l'interdiction des licenciements. Mais c'est tout le contraire qui se produit. Les bureaucraties à la tête des confédérations syndicales organisent l'émiettement du prolétariat -et la défaite- par le dispositif des journées d'action secteur par secteur. Ainsi les travailleurs de la santé sont conviés à se mobiliser le 21 janvier, ceux de l'éducation nationale, ceux de l'énergie le 26 et le 28. À cette dispersion, s'ajoutent des manifestations du samedi le 16 et le 30 janvier contre la loi sécurité globale. À la suite de quoi, comme toujours, les dirigeants syndicaux ressortent la même recette avariée : ces appels permettraient d'aboutir « à un temps fort commun interprofessionnel de mobilisations et de grève le 4 février 2021 » (CGT-SUD-FSU, 22 décembre).

D'un côté, ces directions syndicales organisent des grèves et manifestations stériles d'un jour, de l'autre elles poursuivent leur collaboration de classe en participant, comme les autres (CFDT, UNSA, FO...), aux concertations avec le gouvernement et aux négociations des licenciements collectifs dans les entreprises.

Parallèlement, circule un appel à une manifestation nationale le 23 janvier pour interdire les licenciements, soutenu par des sections ou des fédérations syndicales et des organisations politiques comme le NPA, LFI, l'UCL, Ensemble... Mais cet appel ne dit pas un mot pour en finir avec la politique de sabotage de la combativité et de collaboration de classe des chefs syndicaux, comme si cela n'existait pas, pas plus qu'il n'appelle à imposer le front unique de toutes les organisations ouvrières, partis et syndicats, pour organiser la mobilisation générale pour l'interdiction des licenciements. Dans ces conditions, la manifestation du 23 janvier ne peut être qu'un coup d'épée dans l'eau qui viendra se rajouter simple-

ment à la kyrielle des journées d'action décidées par les appareils.

La défense des producteurs mène à la révolution sociale

La pandémie démontre les limites des réponses nationales et le caractère antisocial de la propriété privée des moyens de produire. La recherche des traitements et vaccins ne fait pas l'objet d'une collaboration internationale mais d'une concurrence entre les membres du « big pharma ». Les différents gouvernements bourgeois cherchent tous à préserver d'abord leurs capitalistes.

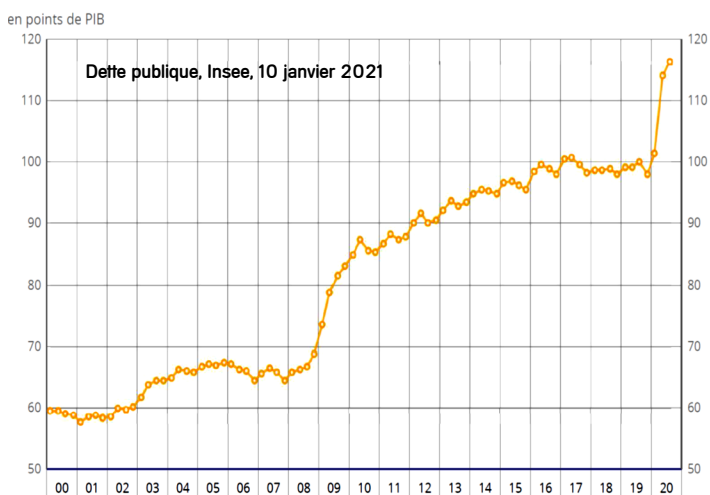
Mais la crise exacerbe les tensions entre les impérialismes. Partout les bourgeoisies brandissent le drapeau du nationalisme et du chauvinisme pour appeler au renforcement de la nation, à l'union nationale. C'est le réflexe classique des capitalistes en temps de crise pour mieux ligoter la classe ouvrière à « sa » bourgeoisie et à « son » État. Dans cette entreprise, la bourgeoisie française reçoit le soutien à peine dissimulé des directions politiques des partis ouvriers :

On a tous le sentiment d'un déclasserement de la France, devenue incapable de produire des masques quand il faut et aujourd'hui des vaccins ! (Jean-Luc Mélenchon, *La Dépêche*, 8 janvier)

Comme si la question à régler pour les travailleurs était celle de la grandeur de la France, et non pas d'en finir avec le capitalisme.

Nous voulons une industrie française. Nous voulons produire en France. (Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, *France 2*, 29 décembre 2020)

Comme si la question à régler pour le prolétariat était que l'industrie soit française, c'est-à-dire aux mains de capitalistes français, et non pas de s'emparer de toute l'industrie, d'exproprier le capital. Tant qu'ils font la loi, que l'État est leur État, les capitalistes, qu'ils soient français ou étrangers, investissent toujours là où le taux de profit leur est le plus favorable, en mettant en concurrence les prolétariats des différents pays. D'ailleurs, Macron reçoit chaque début d'année en grande pompe un



aréopage de grands patrons internationaux en route pour Davos, afin de les convaincre de l'attractivité de la France. Hélas, crise oblige, cette année ce raout devra être reporté à plus tard.

Aux sirènes édentées de la « nation », de la « lutte contre le séparatisme des pauvres », de « l'ordre républicain », du protectionnisme, du « produisons français », du militarisme qui divisent les travailleurs, les révolutionnaires opposent la fin des brevets sur les vaccins, la lutte pour l'emploi, la défense des libertés démocratiques, la fin des interventions militaires françaises, l'annulation des loyers des victimes de la crise, la suppression des impôts indirects et des cotisations sociales des salariés, l'instauration d'un impôt fortement progressif sur les revenus, l'accueil des réfugiés, l'égalité des droits pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs.

Cette lutte débouche sur la nécessité d'un gouvernement ouvrier, l'armement des travailleurs, la destruction de l'État bourgeois, la prise du pouvoir par la classe ouvrière, l'expropriation du capital. Les travailleurs doivent relever le drapeau de l'internationalisme, se saisir du mot d'ordre des États-Unis socialistes d'Europe et du socialisme mondial pour en finir avec les affres de l'impérialisme, du capitalisme décadent.

15 janvier 2021



Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 12 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :

**ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE**

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville..... Pays.....

Adresse électronique@.....

Autodéfense des grèves et des manifestations !

LES NOUVELLES OBLIGATIONS DE LA POLICE



Les violences policières sont depuis plusieurs années la règle contre les travailleurs immigrés, les manifestations populaires, les piquets de grève et même les journalistes :

agressions de manifestants par le responsable sécurité de Macron (Benalla) le 1^{er} mai 2018, violences des BAC, des CRS et des gendarmes mobiles lors du mouvement contre la privatisation de la SNCF (mars-juin 2018), contre les Gilets jaunes (octobre 2018-mars 2019), contre les cortèges CGT et SUD le 1^{er} mai 2019 à Paris, contre le mouvement en défense des retraites (septembre 2019-janvier 2020), contre la mobilisation des Kanaks pour le contrôle du nickel (décembre 2020), etc.

En même temps, des casseurs, des voleurs, des indicateurs de la police et des policiers infiltrés s'immiscent dans les manifestations, voire en prennent la tête, en brûlant des voitures, en détruisant des équipements et en pillant les magasins. Violences policières d'un côté, provocations de l'autre, tout est fait pour dissuader les travailleurs et les jeunes de manifester.

Le gouvernement Macron-Castex-Darmanin, comme ses prédécesseurs, conforme la législation aux pratiques d'espionnage, de provocation et de répression de l'État bourgeois. La proposition de loi sur la sécurité globale, votée en première lecture par l'Assemblée nationale, étend les pouvoirs des policiers municipaux (art. 1 à 6), élargit l'utilisation des caméras policières (art. 21), autorise la surveillance des manifestants au moyen de drones (art. 22), empêche la réduction de peine pour ceux que la justice condamne à la prison pour « *infraction au préjudice à l'égard d'un militaire de la gendarmerie, d'un fonctionnaire de la police nationale* » (art. 23).

Le Conseil constitutionnel proteste du bout des lèvres contre les aspects les plus ouvertement antidémocratiques sous la pression des manifestations contre la loi liberticide, contre les violences policières. Le gouvernement annonce que l'article 24 qui interdit la diffusion d'images des violences policières sera réécrit. La nouvelle version ne mettrait plus en cause les droits des journalistes, ce qui revient à interdire aux citoyens ordinaires de filmer et d'informer. Le projet de loi « contre le séparatisme » rebaptisé « confortant les principes de la République » contient un article 18 quasiment similaire qui pourra être utilisé pour permettre l'impunité des forces de l'ordre.

En juin 2020, la Cour européenne des droits de l'homme condamne les décisions de la justice française pour interdire le boycottage des produits israéliens, une protestation pourtant symbolique contre la colonisation violente de la Palestine. En assimilant l'antisémitisme à l'antisémisme, le ministre de la justice Dupont-Moretti maintient les circulaires de 2010 et 2012 (du temps de Sarkozy) pour qui le boycottage relève de la « discrimination » et demande, le 20 octobre, aux magistrats de continuer à poursuivre.

Contre les réfugiés et les travailleurs immigrés, le gouvernement LREM-MoDem-Agir double le nombre de policiers aux frontières et déclare le 10 novembre : « *Il ne faut en rien confondre la lutte contre l'immigration clandestine et le terrorisme, mais il nous faut regarder lucidement les liens qui existent entre ces deux phénomènes* ».

Publiés le 2 décembre, 3 décrets élargissent les fichiers de police et de gendarmerie (PASP, EASP, GIPASP) aux groupements en plus des personnes physiques et élargit les critères de fichage aux simples opinions en plus des actes.

Bref, le gouvernement renforce systématiquement les corps de répression et rogne les libertés. Les directions syndicales condamnent les violences policières mais syndiquent les policiers. Les partis « réformistes » (LFI, PCF, PS...) récusent l'article 24 mais réclament plus de policiers. Les uns comme les autres négocient avec la police le trajet des manifestations mais ont pratiquement cessé d'en assurer la protection. Cela alimente en retour la défiance d'une partie de la jeunesse qui, sous influence anarchiste (Black Blocks, autonomes...), se cantonne à l'affrontement stérile avec la police ou les fascistes, s'isole de la masse des travailleurs et des étudiants et laisse le champ libre aux provocations.

Les travailleurs et les jeunes ne sont pas des moutons pacifistes qui se laissent conduire à l'abattoir. Ils doivent réapprendre à se défendre contre l'État bourgeois, sa police, les fascistes et les provocations de toutes sortes. L'urgence est de constituer des services d'ordre ouvriers pour protéger les manifestations.

Toutes les organisations ouvrières doivent convoquer dans l'unité des manifestations de masse pour le retrait de tous les décrets et lois liberticides !

Contre la police et les fascistes, protection des manifestations et des grèves par des services d'ordre ouvriers !

Dissolution des tous les corps répressifs de l'État ! Armement du peuple ! Gouvernement des travailleurs !

12 janvier 2021

Une grève à Biocoop-Le Retour à la terre

Pendant plusieurs mois, les salariés de deux magasins Biocoop-Le Retour à la terre des V^e et XI^e arrondissements de Paris ont affronté leur direction. Ce n'est pas la première fois que le groupe qui se présente comme « engagé » est confondu par ses travailleurs : 2011, Chambéry en Savoie ; 2014, Sainte-Geneviève-des-Bois ; 2017, Laval-Ouest, Laval-Est et Azé en Mayenne.

De l'utopie petite-bourgeoise à la réalité capitaliste

Issu de coopératives de consommateurs de produits de l'agriculture biologique des années 1970, Biocoop est fondé en 1986 sous la forme d'une association loi 1901 fédérant des sociétés coopératives. En 1992 le groupe décide de s'ouvrir aux sociétés anonymes qui représentent aujourd'hui 60 % des points de vente. En 2002 il s'affranchit lui-même du statut d'association pour celui de « société anonyme coopérative », plus conciliable avec la recherche de profit. Biocoop compte actuellement 650 magasins, 200 de plus en 3 ans, 6 000 salariés et réalise 1,4 milliards de chiffre d'affaires, soit une multiplication par 10 en 20 ans.

Le marché du bio, auparavant limité à « une niche », connaît une croissance qui attise les convoitises des groupes capitalistes du commerce conventionnel, bien décidés à capter la majeure partie d'un secteur qui pèse plus de 12 milliards d'euros en France et qui a encore augmenté durant le confinement. Les enseignes classiques se tournent de plus en plus vers des produits labellisés bio. En 2019, 55 % des produits issus de l'agriculture biologique étaient vendus par la grande distribution. Le groupe Carrefour vient d'ailleurs d'avaloir Bio c'bon et ses 107 points de vente, au détriment de Biocoop qui était également sur les rangs pour racheter son concurrent. En entreprise concurrencée, Biocoop ne peut faire autrement que de tenter d'aligner son fonctionnement sur celui de ces grandes enseignes.

Comme les grands groupes de la distribution, Biocoop mutualise sa logistique et fonde sa filiale de transport en 2006, la Société de transport Biocoop (STB).

Une diversification tout azimut

Dans une stratégie de croissance verticale, la société Terre de liens, qu'elle cofonde avec d'autres entreprises telles que Léa nature, acquiert des terres agricoles qu'elle loue à des agriculteurs, ce qui permet aux groupes fondateurs comme Biocoop de s'approvisionner à moindre coût, en inventant une forme de fermage vert.

Le groupe cherche également à mettre à profit ses structures pour trouver de nouveaux débouchés et s'attaque à la restauration collective en 2002 en fondant Biocoop



restauration. Il participe en 2005 à la création d'Enercoop, un fournisseur d'électricité d'origine renouvelable avec entre autres les associations écologistes Agir pour l'environnement, Greenpeace France et Les Amis de la Terre.

À ces stratégies organisationnelles, s'ajoute la tendance « naturelle » du capitalisme à la hausse de l'exploitation des salariés, via l'augmentation des cadences, les attaques contre le temps de travail, la pression sur les salaires via le chantage au chômage...

Les coopératives n'émancipent pas la classe ouvrière des rapports de production capitaliste. Elles sont soumises aux lois du marché, à l'ensemble des lois du mode de production capitaliste. Elles ne peuvent être le point de départ d'un nouveau mode de production. Inévitablement, à l'intérieur de l'entreprise coopérative resurgissent les vieux rapports, les anciennes différenciations et, plus ou moins rapidement, ils transforment la coopérative en une entreprise capitaliste comme les autres, à moins qu'elle ne disparaisse purement et simplement. (Stéphane Just, *Les Marxistes contre l'auto-gestion*, 1973)

Le lobbying vert-de-gris

La société Biocoop, comme d'autres grandes entreprises de l'économie « écologiste » telle que Léa Nature, Naturalia ou Bjorg, finance plusieurs associations qui incitent en retour à acheter ses produits, une stratégie marketing déjà éprouvée par d'autres secteurs capitalistes. Biocoop fait ainsi partie des soutiens financiers de Générations futures, et l'association se montre pour le moins reconnaissante.

Le groupe Biocoop fait également partie des mécènes du collectif rétrograde Nous voulons des coquelicots (NVQ) qui demande l'interdiction de tous les pesticides et de tous les engrais de synthèse. NVQ a été fondé par le directeur de Générations futures, ancien président de Greenpeace France, membre d'EELV François Veillerette ainsi que par le journaliste écolo-

réactionnaire Fabrice Nicolino. Et, là encore, les conditions de vie des salariés de Biocoop ne semblent pas émouvoir le moins du monde l'association.

Parmi les autres organisations arrosées par Biocoop, citons, outre la Confédération paysanne, les Faucheurs volontaires, des obscurantistes qui détruisent non seulement les parcelles de cultures autorisées d'OGM de leurs concurrents, mais les expériences d'OGM menées par des organismes de recherche (CIRAD, INRA).

Ces subsides permettent à Biocoop de jouir d'une image d'entreprise « engagée », argument pertinent dans la petite bourgeoisie intellectuelle, mais également de financer indirectement des études « scientifiques » justifiant la consommation des produits de l'entreprise aux yeux de sa clientèle.

Biocoop, le retour... à la grève

Alors que ses magasins sont restés ouverts durant le confinement du printemps avec des conditions de travail dégradées, la direction de Biocoop-Le Retour à la terre a souhaité profiter de l'explosion du chômage pour faire accepter le travail du dimanche à compter de septembre.

Les salariés de deux des trois magasins parisiens ont alors débuté le bras de fer début juillet. Il s'agit d'une grève intermittente : une fois par semaine, ils cessent le travail. SUD semble être le seul syndicat actif. C'est lui qui publie les communiqués et qui emporte l'élection du CSE dans le magasin du V^e durant le mouvement. Au refus du travail le dimanche, se sont ajoutées d'autres revendications : la hausse des salaires et la réintégration de la grille salariale supprimée par la direction, deux jours de repos hebdomadaire consécutifs, l'acceptation automatique des demandes de résiliation à l'amiable afin de permettre aux travailleurs démissionnaires, fréquents dans les entreprises du commerce, de disposer d'un maillage de sécurité.

Le mouvement connaît un élan de sympathie chez les travailleurs, particulièrement ceux des autres Biocoop. Lors de la journée d'action du 17 septembre, un cortège a été organisé à Paris avec les travailleurs des magasins Biocoop-Le Retour à la terre de Paris et ceux des magasins Biocoop de Paris-Montgallet, Poitiers (Vienne), Strasbourg (Bas-Rhin), Le Raincy (Seine-Saint-Denis)...

Malgré les menaces de la direction, le conflit a perduré plusieurs mois, au total 12 journées de grèves entre le 9 juillet et le 17 octobre. Les 2 magasins Biocoop-Le Retour à la terre de Paris (celui des Champs-Élysées ayant fermé le 1^{er} août) sont détenus par une seule propriétaire qui s'étonne de la résistance des grévistes.

La quasi-totalité des réseaux concurrents ouvre déjà le dimanche sans opposition des salariés. (Catherine Chalom, Libération, 2 novembre 2020)

Face à la mobilisation, le 11 septembre la direction abandonne l'ouverture le dimanche mais les grévistes refusent d'interrompre leur mouvement avant la satisfaction de toutes les revendications. Le lendemain, pour la première fois, ils tiennent des piquets de grève dans les deux magasins.

Fin septembre, 3 grévistes sont convoqués par la direction. En octobre, ils sont licenciés. En riposte, les travailleurs votent l'occupation du magasin du XI^e à partir du 23 octobre, elle durera jusqu'au 28. Le 29, trois autres salariés sont mis à pied jusqu'au jour de l'entretien préalable au licenciement. Celui-ci est fixé au 13 novembre, soit le lendemain des négociations entre les délégués du personnel et la direction.

Un accord contestable

Celles-ci débouchent sur la signature d'un accord comprenant le maintien de la fermeture des magasins le dimanche, un week-end de repos par mois et une augmentation de 50 euros pour certains salariés. La direction a lâché le minimum... et s'est débarrassée de 6 grévistes. Les responsables syndicaux, qui ont signé sur leur dos, appellent à « poursuivre le mouvement » sur le terrain judiciaire, le conseil des prud'hommes.

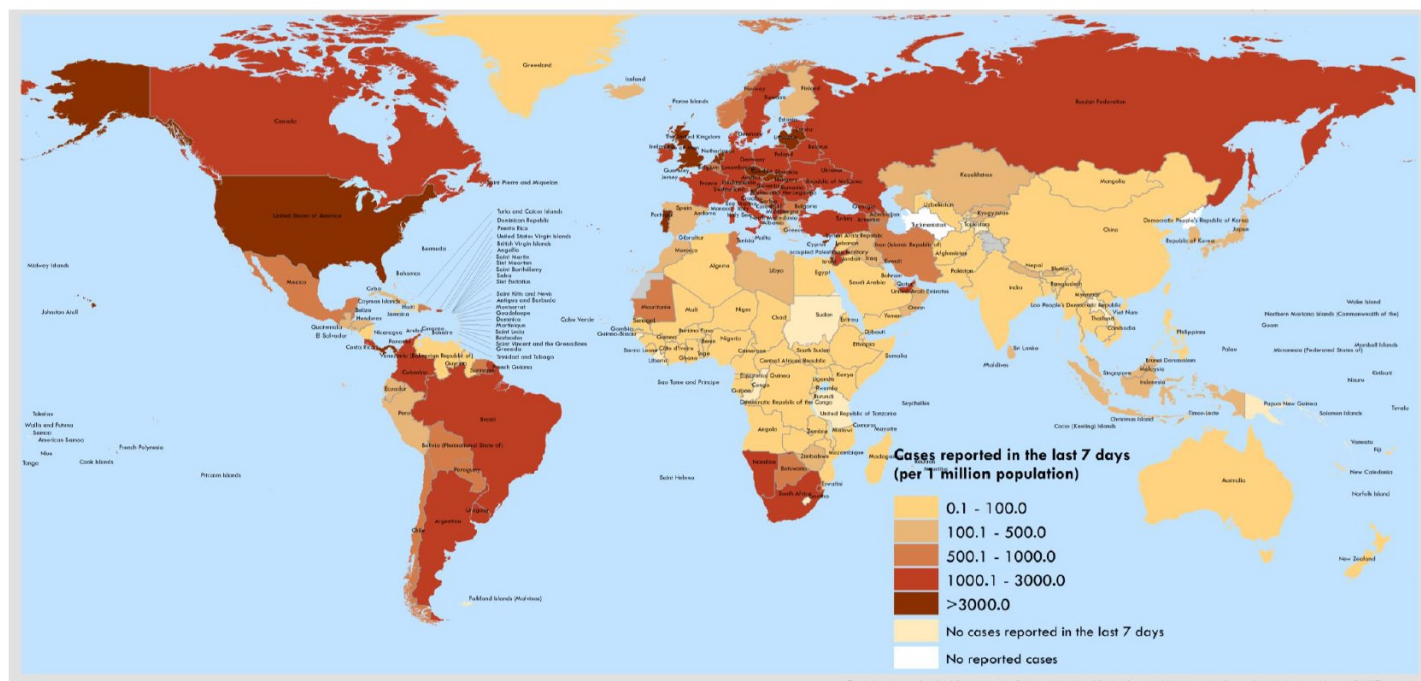
Pourtant, parmi les organisations politiques du mouvement ouvrier se positionnant en soutien aux grévistes dont LFI, le PCF, le NPA et sa fraction CCR, aucune n'a tenté de peser pour une généralisation de la grève au groupe Biocoop, seule solution pour empêcher les licenciements punitifs et arracher l'ensemble des revendications. Aucune n'a mis en garde les travailleurs en lutte sur la nécessité de demander la réintégration immédiate de tous les camarades licenciés comme préalable à toute négociation. Aucune n'a milité pour que les salariés exigent le contrôle de ceux qui parlent en leur nom par une assemblée générale.

Ces grèves dans un secteur éparpillé où les travailleurs sont soumis aux conditions défavorables de travail et de rémunération du commerce, tout en se faisant reprocher, s'ils revendiquent, de nuire à une entreprise « socialement engagée », montrent que les travailleurs sont inévitablement poussés à relever la tête devant le capital.

Plus que jamais, au lieu de la concurrence inepte des multiples boutiques syndicales sur un fonds commun de collaboration de classe, il faut une seule confédération de lutte de classe et démocratique, pour aider à résister sur tous les lieux d'exploitation, fussent-ils ceux du capitalisme vert.

15 novembre 2020

Covid-19 : confinement et vaccination en mode de production capitaliste



Les malades du covid-19 dans le monde rapportés à la population de l'État, OMS, 5 janvier 2021

Un an après les premiers malades officiels du virus Sras-CoV-2 à Wuhan (Chine), la pandémie covid-19 a fait 1,82 million de morts pour 81 millions de personnes infectées. En mars 2020, sa propagation a précipité la nouvelle crise économique mondiale qui se préparait [voir *Révolution communiste* n° 39].

Le PIB mondial plonge de 4,6 % en 2020. Des milliards de travailleurs exploités ou formellement indépendants prennent des risques pour faire vivre la société. D'autres sont mis au chômage, appauvris, affamés. Le 7 octobre, la Banque mondiale estime qu'entre 88 et 115 millions de personnes supplémentaires sont soumises à une extrême pauvreté (moins de 1,90 \$ par jour) : 43,6 % de la population mondiale vit avec moins de 5,50 \$ par jour.

La gestion de la pandémie actuelle est menée État par État, pour préserver les intérêts des capitalistes de chaque pays et garantir l'ordre social ; les grandes puissances rivalisent pour sauver leurs groupes au détriment du reste du monde.

Ouvrant un espoir immense, les travailleurs de la recherche conçoivent des dizaines de vaccins. Mais une poignée de grandes entreprises en sont propriétaires et en escomptent des profits gigantesques.

L'incurie des États bourgeois

Rapidement, la collaboration mondiale entre scientifiques et médecins dévoile les caractéristiques du Sras-CoV-2. La science avait déjà identifié quatre coronavirus sources de simples rhumes : 229E, NL63, OC43 et HKU1, ainsi que deux causant aussi des pneumonies : Sras-CoV-1 et Mers-CoV. Ces derniers avaient provoqué des épidémies, finalement endiguées, respectivement en Asie de l'est (2003) et en Asie de l'ouest (2012) [voir *Révolution communiste* n° 40].

Alors, l'oligopole international des grands groupes pharmaceutiques (les « Big Pharma ») abandonne la recherche sur des médicaments devenus non rentables. La soif du profit et l'anarchie capitaliste interdisent à l'humanité de disposer rapidement de traitements et de vaccins contre ce type de virus, puis à la pénurie.

Le gouvernement chinois met longtemps avant de comprendre qu'il a affaire à une épidémie et préfère persécuter les lanceurs d'alerte. Pendant tout un temps, les États ne disposent que du confinement, des « mesures barrières » (distanciation, masques, nettoyage répété) pour préserver la population. Certains dirigeants « populistes » (aux États-Unis, au Brésil, en Grande-Bretagne...), voire de respectables sociaux-démocrates (en Suède), croient stupidement pouvoir sacrifier les vieux et les pauvres pour atteindre l'immunité collective.

Jusqu'au développement de l'hygiène, des vaccins, et des antibiotiques, quand nos seules armes contre les microbes étaient nos défenses naturelles, elles permettaient généreusement à l'humanité une espérance de vie moyenne d'environ vingt-cinq ans, qui n'a que peu augmenté depuis le Paléolithique jusqu'à l'aube de la révolution industrielle. Les maladies infectieuses étaient la première cause de mortalité jusqu'à la « révolution pastorienne » (au sens large) ; en Europe 55 % de la population atteignait l'âge de 40 ans à la fin du XIX^e siècle, alors que l'espérance de vie y atteint 80 ans environ actuellement. Des chercheurs ont bien montré que cette augmentation récente de l'espérance de vie reflète d'avantage le développement de l'hygiène, des vaccins et des médicaments anti-infectieux que l'ajustement par sélection naturelle de notre système immunitaire à des microbes en coévolution avec l'homme. (Françoise Salvadori et Laurent-Henri Vignaud, *Antivax, la résistance aux vaccins du XVIII^e siècle à nos jours*, Vendémiaire, 2019, p. 211-212)

Tous les États dissimulent l'impact et le surcroît de mortalité. Le confinement est dramatique pour certaines activités (tourisme, restauration, spectacles...) et frappe inégalement les classes sociales : les travailleurs du secteur informel, les étudiants pauvres, etc. sont particulièrement touchés. En France, des statistiques officielles confirment que ce sont les travailleurs en première et deuxième ligne, les mal-logés, ceux vivant dans des quartiers populaires, souvent issus de l'immigration, qui sont les plus touchés (*Insee Première* n° 1822, octobre 2020).

Certes, les tests mis au point au début de l'épidémie mondiale permettent d'améliorer le dépistage. Cependant, au printemps, même en Europe occidentale, les populations payent le prix des politiques d'austérité qu'ont subies depuis des décennies les systèmes de santé publique, et de l'impréparation des gouvernements malgré l'avertissement de l'épidémie en Chine. Même les hôpitaux manquent de protections et de produits. Chaque État, chaque collectivité locale, achète des masques sur le marché mondial, un produit simple que la spéculation rend 100 fois plus cher ! En France, le ministre de la Santé, Véran,

assure le 6 mars que « l'usage du masque en population générale n'est pas utile ». Partout, le manque de lits et de personnels impose aux hôpitaux de repousser des opérations et des examens. Les maisons de retraite sont particulièrement touchées. De nombreuses personnes âgées meurent sans leurs proches, parfois sans soins. Au paroxysme de l'épidémie, l'austérité dont sont victimes les hôpitaux publics depuis des décennies conduit les responsables médicaux au tri des malades, les plus faibles n'accédant pas aux soins de réanimation.

Enfin, c'est l'occasion d'escroqueries juteuses de la part de grands groupes capitalistes. Certains fournissent sciemment aux hôpitaux et aux laboratoires d'analyse du monde entier des automates de tests qui ne fonctionnent pas, comme l'Alinity du groupe américain Abbott. D'autres vendent aux États ou aux hôpitaux des traitements inefficaces contre le covid-19, comme la chloroquine (qui est dans le domaine public) et le Remdésivir du groupe américain Gilead,

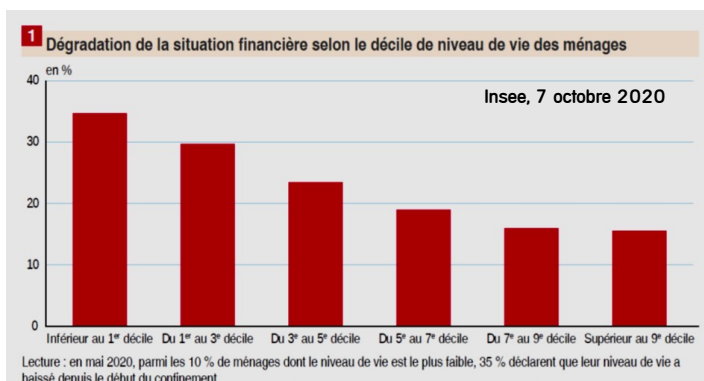
Un contrat a été passé avec la Commission, alors même que le laboratoire Gilead connaissait les résultats négatifs d'un essai clinique de l'OMS. (Le Monde, 27 novembre 2020)

La vaccination, un progrès pour l'humanité

Dès le début de la pandémie, la Chine a communiqué le génome du virus et les centres de recherche biologiques des universités et des groupes capitalistes concernés se sont lancés dans la course aux vaccins. Un vaccin est une substance d'origine microbienne (microbes vivants atténués ou tués, substances solubles) qui, administrée à un individu ou à un animal, lui confère l'immunité à l'égard de l'infection déterminée par ce microbe (bactérie, virus).

En 1796, constatant que les fermières qui traitent les vaches ne sont pas touchées par la variole, un médecin anglais, Jenner, utilise le pus produit par la variole du bovin, la vaccine, pour la transmettre à l'homme par incision et contact direct. Pasteur met au point en 1880 des remèdes contre d'autres maladies bactériennes (maladie du charbon, rage...) en laissant ses cultures vieillir puis en cherchant à les atténuer. En hommage à Jenner, il nomme sa technique « vaccin ».

La pratique préventive consistant à inoculer le microbe atténué à des sujets sains s'impose. Elle permet au corps humain de disposer des défenses immunitaires contre la véritable maladie. La vaccination se développe tout au long du XX^e siècle contre la tuberculose, le choléra, la rage, la variole, la rougeole, les oreillons, la rubéole, la varicelle, la poliomyélite, la grippe, le papillomavirus, les hépatites, le tétanos, la fièvre jaune... Ainsi, en 1979 l'Organisation mondiale de la santé (OMS) annonce l'éradication de la variole qui a tué dans l'histoire des millions d'humains.



Les premiers vaccins à ARN messager

En temps ordinaire, il faut du temps pour mettre au point un vaccin grâce à une collaboration entre firmes et État.

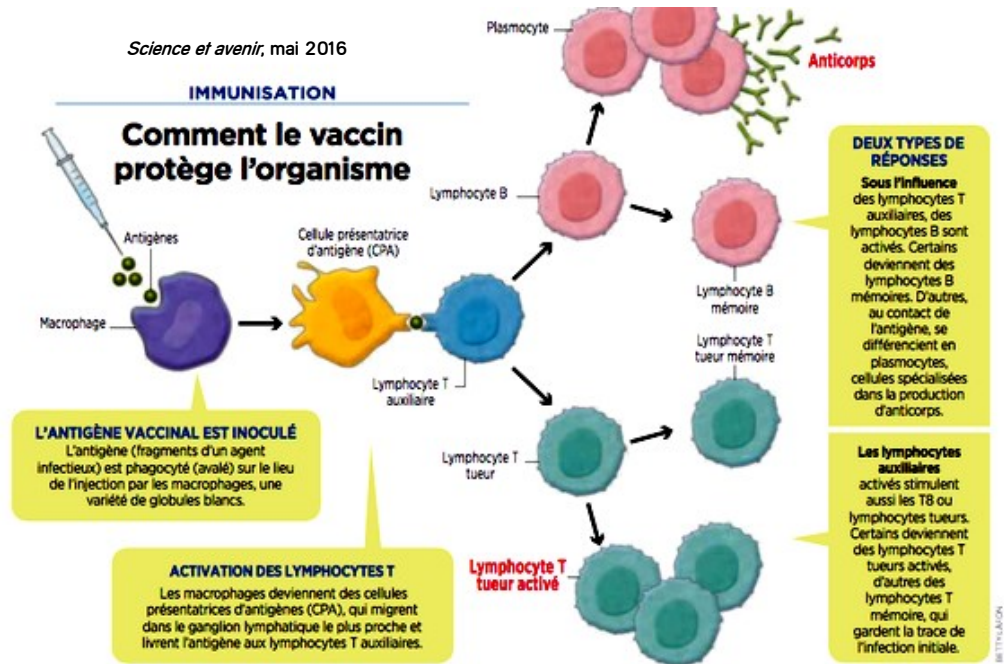
*Le cycle de développement d'un vaccin est estimé à douze ans en moyenne, pour un coût global de plus de 500 millions d'euros, et des opérations de contrôle qualité qui représente 70 % du temps de production. Par ailleurs l'industrie des vaccins ne peut se développer sans coopération rapprochée avec les États et leurs diverses autorités de santé : en plus des interventions multiples qui concernent tous les médicaments, de l'AMM (Autorisation de mise sur le marché) à la négociation des tarifs, les États passent commande des vaccins. Ce marché est donc programmable, assuré, évitant les stocks d'inventaires vite périmés, ce qui constitue un confort et une sécurité pour les laboratoires producteurs, mais pour des tarifs très négociés et des marges souvent faibles par rapport à beaucoup d'autres médicaments. (Françoise Salvadori et Laurent -Henri Vignaud, *Antivax, la résistance aux vaccins du XVIII^e siècle à nos jours*, Vendémiaire, 2019, p. 274)*

Face au Sras-CoV-2, 70 vaccins sont développés en 2020 dans le monde selon trois méthodes, deux éprouvées et une nouvelle.

Le rôle de l'ARN est identifié par le biologiste français François Gros, à 31 ans, en 1956. Une chercheuse de 23 ans, Katalin Kariko, quitte la Hongrie en 1985 et poursuit ses recherches sur l'ADN et l'ARN aux États-Unis, sans financement ni titularisation professorale. Finalement, de 2005 à 2008, avec Drew Weissman, immunologiste et chercheur d'un vaccin contre le sida, elle met au point un ARN modifié capable de produire dix fois plus de protéines que l'ARN naturel. L'Université de Pennsylvanie vend le brevet en 2018 à trois jeunes pousses. Ces sociétés signent des accords avec les géants du secteur : CureVac avec Bayer en 2020, Moderna avec AstraZeneca et Merck, BioNTech avec Pfizer dès 2018.

En janvier 2020, CureVac (Allemagne), BioNTech (Allemagne) et Moderna (États-Unis) développent un procédé vaccinal inédit appelé « à ARN messager » qui utilise les molécules qui produisent les protéines au sein des cellules de tout organisme vivant.

Pour la première fois de l'histoire de la vaccination, l'antigène inoculé n'est pas une protéine virale ou un



virus atténué, mais des brins d'acide ribonucléique « messagers » (ARNm) qui codent génétiquement cette protéine... Objectif : « forcer » la machinerie cellulaire à fabriquer la protéine virale contre laquelle l'organisme devra apprendre à se défendre. Une quasi-thérapie génique, à ceci près que l'ARN messager vaccinal n'interagit pas avec le génome dans le noyau des cellules et se dégrade rapidement. (Sciences et avenir, janvier 2021)

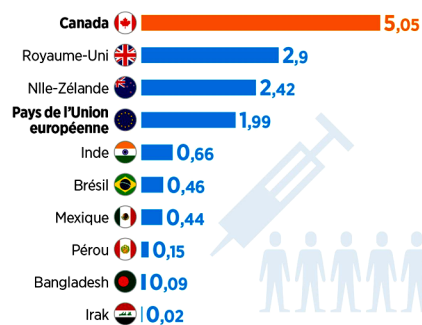
Si l'on programme l'ARN astucieusement, il n'y a plus besoin d'atténuer le virus. Cette méthode permet d'élaborer rapidement un vaccin mais sa conservation nécessite une température très froide. Même si les essais n'intègrent pas assez de personnes de plus de 75 ans, ni de femmes enceintes ou de bébés, les résultats sont là : en deux injections, l'immunité est efficace à plus de 90 %. La campagne de vaccination contre le covid-19 peut débuter.

Fonds publics, brevets privés

L'invention et la production des vaccins se fait dans le cadre du capitalisme : concurrence entre entreprises, utilisation de la recherche publique par les grandes entreprises privées, financement direct par l'État de ses grands groupes, brevet pour assurer un monopole temporaire. La vaccination elle-même, qui dépend de l'autorisation d'agences nationales (régionale dans le cas de l'UE), est aussi affectée : tarifs prohibitifs facturés aux États par les groupes capitalistes, priorité aux États impérialistes au détriment des pays dominés.

*Les monopoles [on dirait aujourd'hui « groupes »] privés et les monopoles d'État s'interpénètrent à l'époque du capital financier, les uns et les autres n'étant que des chaînons de la lutte impérialiste entre les plus grands monopoles pour le partage du monde. (Lénine, *L'Impérialisme*, 1916, ch. 5)*

Nombre de doses de vaccins contre le Covid-19 commandées par habitant (au 29 décembre)



SOURCE : DUKE GLOBAL HEALTH INNOVATION CENTER (2020).

LP/INFOGRAPHIE - TH. 5/1/2021

Le Forum social de Davos lance la fondation CEPI en 2017, avec l'aide des époux Gates et de l'UE pour associer « privé » et « public » en matière de vaccins. Parmi les 9 bénéficiaires des

subventions de la CEPI, on retrouve l'allemand CureVac.

La recherche de base sur les vaccins, dont bénéficient les groupes capitalistes Pfizer et Moderna, est menée aux États-Unis par les NIH (Instituts nationaux de la santé), l'armée et les laboratoires universitaires (dont l'Université de Pennsylvanie) financés à partir des impôts.

Gamaleïa est officiellement un institut public russe qui collabore avec l'agence de la santé Rospotrebnadzor et l'armée. Le concurrent russe, Vektor, est carrément un organisme militaire en charge de la guerre bactériologique.

Le groupe chinois Sinopharm est une filiale commune d'un groupe public et d'un groupe privé. CanSino collabore avec l'armée ; il est coté à la bourse de Hongkong et compte parmi ses actionnaires une entreprise pharmaceutique américaine (Lilly) ainsi qu'une société d'investissement publique chinoise (SDIC). SinoVac est un groupe chinois privé coté à la seconde bourse de New-York (NASDAQ) ; Sino Biopharmaceutical, une entreprise chinoise qui mêle capitaux publics et privés, y injecte l'équivalent de 500 millions de dollars.

Un des actionnaires de CureVac est la banque publique allemande KfW.

En outre, l'État américain verse 10 milliards de dollars entre mars et décembre 2020 à Moderna (2,48 milliards), Johnson and Johnson (1,46 milliard), AstraZeneca-Oxford (1,2 milliard), Novavax (1,6 milliard), Sanofi-GSK (2,1 milliards). Le fonds souverain russe RDIF finance Gamaleïa pour un montant inconnu. L'État allemand donne 375 millions d'euros à BioNTech. Chaque année, Sanofi perçoit entre 110 et 150 millions d'euros de l'État français au titre du « crédit impôt recherche », ce qui ne l'empêche pas de réduire le nombre de chercheurs.

Vaccins et rivalités impérialistes

La fin de la pandémie exige, selon les épidémiologistes, que 70 % de la population mondiale soit immunisée. Pour un potentiel de 8 milliards d'humains, il faut, à raison de 2 injections par personne, produire 16 milliards de doses.

Les détails financiers de nombreux contrats d'achat sont entourés de secret. La CEPI, le Royaume-Uni et

les États-Unis ont payé les vaccins et financé la recherche pour les développer. (Ewen Callaway, Pour la science, 31 août 2020)

Grâce à une erreur sur Twitter d'Eva De Bleeker, secrétaire d'État belge, les prix négociés par la Commission européenne ont été dévoilés le 17 décembre : 1,78 euro l'unité pour AstraZeneca, 6,93 pour Johnson and Johnson, 7,56 pour Sanofi/GSK, 10 pour Curevac, 14 pour Pfizer-BioNTech, 14,68 pour Moderna.

Les contrats connus montrent que certains États ont réservé de quoi vacciner plusieurs fois leur population alors que les pays pauvres ne sont pas sûrs d'accéder au sésame. Plus de 50 % des doses ont déjà été réservées pour seulement 15% de la population mondiale. Le Canada disposera, de 9,5 doses par habitant ! L'UE de 3,1 doses/habitant, comme l'Australie et les États-Unis. L'Inde a passé commande de 1,2 milliard de doses pour 1,4 milliard d'habitants... Le Brésil se retrouve pour l'instant avec 0,7 dose/habitant.

L'OMS et certains États financent la Covax, une alliance humanitaire créée pour diffuser les vaccins aux 92 pays les plus pauvres. Mais la Covax ne dispose pas encore de tous les fonds (2 milliards de dollars sur les 4,6 promis).

Cela laisse le champ libre à la Russie et la Chine qui se disputent les États défavorisés avec des vaccins peut-être moins efficaces pour certains, mais souvent moins chers (à part celui d'Astra Zeneca) et plus simples à acheminer.

Le capital financier a engendré les monopoles. Or, les monopoles introduisent partout leurs méthodes : l'utilisation des « relations » pour des transactions avantageuses se substitue, sur le marché public, à la concurrence. Rien de plus ordinaire que d'exiger, avant d'accorder un emprunt, qu'il soit affecté en partie à des achats de produits dans le pays prêteur, surtout à des commandes d'armements... (Lénine, L'Impérialisme, 1916, ch. 4)

Lors du sommet Chine-Afrique le 18 juin, en présence notamment des présidents égyptien, kenyan, algérien, sud-africain, Xi a promis un « accès prioritaire » au vaccin comme son premier ministre l'a fait le 24 août pour les pays du Mékong. Parallèlement, il rappelle sa volonté de « renforcer la coopération dans le cadre des nouvelles routes de la soie » (Le Monde, 20 décembre).

La Russie impose son vaccin en Argentine, en Biélorussie, en Bolivie, en Guinée, au Kazakhstan, en Serbie... L'Algérie le choisit aussi : le président se fait soigner en Allemagne mais adopte Spoutnik V pour sa population, tandis que Poutine s'est bien gardé de se faire vacciner avec celui-ci. La Chine exporte ses vaccins au Brésil, au Cambodge, en Égypte, aux EAU, au Kenya, au Maroc, aux Seychelles, en Ukraine...

Pour le partage et la gratuité des vaccins et des traitements

Le capitalisme conduit l'humanité à sa perte, mais apporte aussi les moyens de le dépasser : le développement scientifique et technique, l'immense armée des producteurs salariés.

Le monopole accapare la main-d'oeuvre spécialisée, les meilleurs ingénieurs ; il met la main sur les voies et moyens de communication... Le capitalisme arrivé à son stade impérialiste conduit aux portes de la socialisation intégrale de la production ; il entraîne en quelque sorte les capitalistes, en dépit de leur volonté et sans qu'ils en aient conscience, vers un nouvel ordre social, intermédiaire entre l'entière liberté de la concurrence et la socialisation intégrale. La production devient sociale, mais l'appropriation reste privée. Les moyens de production sociaux restent la propriété privée d'un petit nombre d'individus. Le cadre général de la libre concurrence nominale reconnue subsiste, et le joug exercé par une poignée de monopolistes sur le reste de la population devient cent fois plus lourd, plus tangible, plus intolérable. (Lénine, L'Impérialisme, 1916, ch. 1)

Devant la pandémie, la classe ouvrière, main-d'oeuvre décisive de la production et des soins, doit lutter pour rendre l'accès gratuit et sûr à la santé. L'obstacle sur ce chemin est la propriété privée des moyens de production.

Celle-ci fait de produits essentiels pour la santé comme les vaccins, les masques, les tests, les réanimateurs, les automates d'analyse... des marchandises. Mais on peut en dire autant du logement, de la nourriture, du transport, de l'énergie, de la culture... pourquoi devraient-ils rester, à notre époque, des marchandises ? Pourquoi la force de travail de la majorité des travailleurs du monde doit-elle encore prendre la forme d'une marchandise dont l'exploitation permet aux détenteurs des moyens de production de contrôler la production, les produits du travail et de s'approprier la survalue, source du profit ?

Le préalable de la socialisation intégrale de la production est la collaboration internationale sans souci du gain, la levée du secret sur les contrats, le partage des brevets, l'expropriation des groupes pharmaceutiques et médicaux sous le contrôle de leurs salariés et de la population laborieuse. Cela ne peut aboutir qu'avec une révolution socialiste planétaire menée par la classe ouvrière avec tous les exploités et tous les opprimés.

12 janvier 2021

Espagne : une situation de plus en plus catastrophique



Les maladies et la mortalité sont concentrées dans les quartiers populaires, en raison de logements surpeuplés, de transports publics surchargés, d'emplois dangereux et de l'absence de revenus si vous arrêtez de travailler et êtes mis en quarantaine. La vie quotidienne de la population qui vit de son travail est la maladie, la précarité du travail -qui est très répandue parmi la population immigrée, les travailleurs domestiques et les jeunes en général- le chômage, le manque de tout.

Dans les rangs de la bourgeoisie, chaque secteur poursuit ses propres intérêts, sans se soucier des conséquences immédiates sur la santé. Le gouvernement Sanchez-Iglesias a cédé à la plupart de leurs pressions, autorisant un déconfinement trop rapide à l'issue de la première vague et réagissant trop tard à la résurgence de la seconde.

La politique du gouvernement PSOE-Podemos se complète avec le maintien de tous les instruments répressifs hérités des années noires de Rajoy : il n'a même pas abrogé la loi sur le bâillon ni la réforme du code pénal, qui sont utilisées chaque jour par les organes répressifs contre les mobilisations sociales et les militants ouvriers, dont certains sont

affiliés à Podemos. Le gouvernement n'a pas non plus essayé de purger les services secrets, la Policía Nacional ou la Guardia Civil.

Comme ailleurs, les salariés du système de santé sont à l'avant-garde des revendications et des mobilisations. Des travailleurs des grandes entreprises Nissan en Catalogne, Alcoa en Galice) sont menacés de licenciements. Ceux des quartiers populaires des grandes villes, comme ceux de Madrid souffrent à la fois du démantèlement du système de santé et de l'enfermement de classe organisé par la présidente crypto-fasciste Isabel Díaz Ayuso. Ce sont toujours des mobilisations dispersées, non coordonnées, jamais organisées ou défendues par les organisations ouvrières officielles. C'est le plus grand problème de la classe ouvrière en ce moment critique : faible niveau d'organisation, faible niveau de conscience de classe, peu d'expérience d'auto-organisation par le biais d'assemblées et de comités de grève élus en leur sein, absence d'un parti ouvrier désireux de centraliser toutes les travailleuses et tous les travailleurs dans le but de mettre fin une fois pour toutes au capitalisme et à toutes les misères qu'il engendre.

6 novembre 2020, IKC/État espagnol (extraits de *Krita Cirklo* n° 7, l'article complet figure sur le site du GMI)

Monde : quelles perspectives pour 2021 ?

Une reprise économique incertaine

Les perspectives optimistes de reprise économique mondiale pour l'année 2021 prennent du plomb dans l'aile à mesure que la pandémie de coronavirus continue de faire des ravages, le capitalisme étant par nature incapable de prendre, dans chaque pays et encore moins internationalement, les mesures efficaces pour la juguler.

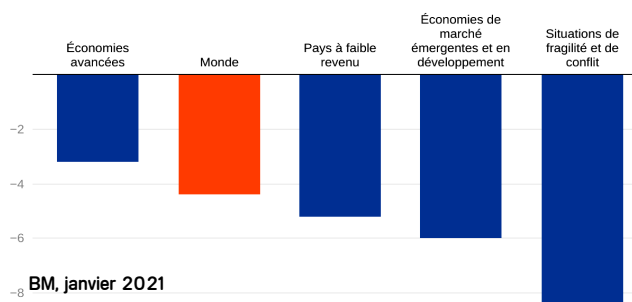
Si la pandémie n'est pas à l'origine de la crise économique en cours, puisque ses prémisses étaient déjà manifestes en 2019, elle en est un puissant facteur d'accélération. Selon l'OIT, 114 millions de personnes ont déjà perdu leur emploi. Après une chute du PIB mondial estimée à 4,3 % pour 2020, le dernier rapport semestriel de la Banque mondiale n'abaisse que modestement ses dernières prévisions de croissance mondiale pour 2021 à 4 %. Toutefois, même si cette prévision se réalise, le PIB mondial resterait inférieur de 5,3 % aux dernières prévisions avant la pandémie.

Ces prévisions sont toutefois exposées à plusieurs facteurs de risque à la baisse : recrudescence prolongée du virus, retard dans le déploiement des vaccins, effets plus graves qu'anticipé de la pandémie sur la production potentielle et montée des tensions financières. (BM, 5 janvier 2021)

Or ces risques sont déjà à l'œuvre sous nos yeux, à l'exception pour le moment des tensions financières qui restent différées, mais potentiellement explosives. Ils auraient pour conséquence selon la Banque mondiale de ramener la croissance à seulement 1,6 %, voire d'entraîner une nouvelle contraction du PIB mondial. D'ores et déjà, le rapport juge que l'économie mondiale devrait entamer une décennie de performances décevantes, « à moins que les responsables n'introduisent des réformes globales pour renforcer les leviers indispensables à l'avènement d'une croissance équitable et durable », ce qui revient à espérer que le capitalisme devienne... le contraire du capitalisme.

Écarts par rapport aux prévisions antérieures à la pandémie à l'horizon 2022

Pourcentage



Ces tendances moyennes cachent de profondes disparités entre les différents impérialismes d'une part, et entre les impérialismes et les pays dominés d'autre part. « Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés ».

La lutte entre les impérialismes américain et chinois s'approfondit

La pandémie a ralenti considérablement l'activité économique, mais la Chine s'est relevée plus vite. Et dans cette période de vaches maigres, les affrontements inter-impérialistes, loin de s'estomper, redoublent au contraire. Au cours des neuf premiers mois de 2020, la Chine est devenu le principal partenaire de l'Union européenne, au détriment des États-Unis. Ce résultat est dû à une augmentation des importations (4,5 %) tandis que les exportations sont restées inchangées. Durant cette même période, le commerce de l'UE avec les États-Unis a enregistré une baisse significative tant pour les importations (11,4 %) que les exportations (10,0 %). Globalement, les exportations de la Chine battent tous les records. Son excédent commercial en novembre 2020 a bondi de 21,1 % sur un an. Il s'agit de la plus forte hausse en pourcentage des exportations chinoises depuis début 2018. En janvier 2020, la Chine et les États-Unis avaient pourtant signé une trêve dans leur guerre commerciale, au terme de laquelle la Chine avait accepté d'acheter pour 200 milliards de dollars supplémentaires de biens américains. Mais en septembre 2020, l'excédent commercial de la Chine avec les États-Unis s'était encore accru de 18,8 % sur un an, pour atteindre, fin 2020, un total de 535 milliards de dollars ! Parallèlement, l'impérialisme chinois accroît méthodiquement son influence en Afrique, où il entre de plus en plus en concurrence avec les vieux impérialismes français et anglais tout comme avec les impérialismes américain et russe.

Deux organismes indépendants, le Centre pour la recherche sur l'économie et les affaires (CEBR), sis à Londres, et le Centre japonais pour la recherche économique (JCER), sont parvenus à la même conclusion : le PIB de la Chine rattrapera celui des États-Unis dès 2028 ou éventuellement 2029. (Le Monde, 13 janvier 2021)

L'impérialisme américain ne peut que tenter de combattre par tous les moyens son adversaire le plus redoutable. Après Huawei, Trump vient d'allonger la liste des entreprises chinoises avec qui seront interdites toutes transactions, comme par exemple la société Xiaomi, constructeur de smartphones qui vient de supplanter Apple, ou bien Comac, constructeur aéronautique, obligeant même les entreprises américaines à se défaire rapidement de toutes les actions qu'elles peuvent détenir dans ces sociétés. Ces récentes mesures font suite à l'arrêt de la fourniture à la Chine des semi-conducteurs indispensables à la

production de smartphones que les États-Unis ont réussi à imposer à l'entreprise taïwanaise TSMC. Qu'à cela ne tienne, l'impérialisme chinois a décidé de maîtriser cette technologie dans les plus brefs délais pour se prémunir de ces sanctions. Les États-Unis viennent également de lever toutes les restrictions de représentation diplomatique avec Taïwan, au grand dam de la Chine pour qui Taïwan n'est qu'une province qu'il faut réintégrer au territoire national, avançant ainsi d'un pas supplémentaire dans la possibilité d'une confrontation militaire directe avec la Chine. Dans le même temps, le gouvernement Xi étend son influence à l'occasion de l'épidémie (aide sanitaire, vaccin bon marché), renforce son armée et sa présence en mer de Chine (au prix de tensions avec ses voisins), intensifie l'oppression des Ouïgours et soumet Hongkong par des lois liberticides et l'arrestation des opposants.

L'impérialisme américain marque des points au Proche-Orient

Mais l'impérialisme américain ne fait pas que reculer. Au Proche-Orient, il marque des points. Son soutien sans faille au colonialisme sioniste contre les Palestiniens s'est doublé d'une normalisation sous son égide des relations diplomatiques, commerciales et sans doute militaires entre Israël, les Émirats arabes unis, Bahreïn et d'un rapprochement notable avec l'Arabie saoudite. L'Égypte étant déjà acquise et le Soudan ayant rejoint cette démarche, l'État américain est donc parvenu à constituer un bloc pour s'opposer à l'Iran.

Étranglé par les sanctions économiques américaines dont le peuple iranien fait le premier les frais, le régime islamiste iranien n'en a pas moins poursuivi et renforcé l'enrichissement de l'uranium pour se doter de l'arme nucléaire. Israël, lui-même possesseur, a réaffirmé plusieurs fois qu'il ne permettrait pas à l'Iran de parvenir à ce stade. Biden a beau avoir affirmé qu'il souhaitait relancer les négociations avec l'Iran, tous les éléments d'un conflit militaire se mettent peu à peu en place.

La bourgeoisie allemande se bat

L'Union européenne vient quant à elle de conclure in extremis avant l'investiture de Biden un accord avec la Chine pour faciliter et sécuriser de part et d'autre les investissements. C'est un pied de nez à l'impérialisme américain et à sa volonté d'isoler la Chine en entraînant derrière lui ses alliés traditionnels comme l'a pourtant recommandé l'équipe de Biden. Cet accord a été conclu à l'instigation de l'impérialisme allemand qui cherche à défendre sa part conquise en Chine, contre l'avis de l'impérialisme français qui, pour ses propres intérêts, avait vainement invoqué le respect des droits des Ouïgours comme préalable. Le commerce de l'Allemagne avec la Chine, qui est devenue en 2020 son principal partenaire avec 200 milliards d'euros d'échanges de

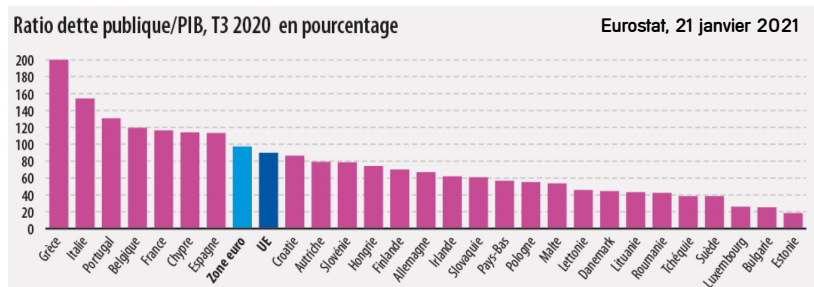
biens, représente à lui seul le tiers du commerce européen avec la Chine.

La bourgeoisie allemande entend d'autant moins se plier aux exigences de l'impérialisme américain que celui-ci vient de renforcer, par un vote du Congrès rassemblant élus du Parti républicain et du Parti démocrate, les sanctions à l'encontre de toutes les entreprises impliquées dans la construction du gazoduc Nord Stream 2. Celui-ci doit fournir du gaz russe à l'Europe occidentale, essentiellement à l'Allemagne, ce qui pourrait empêcher son achèvement.

Le piège de la dette

Les bourgeoisies européennes sont parvenues, avec difficulté, à finaliser leur « plan de relance » avec un emprunt commun à hauteur de 750 milliards d'euros de prêts et de subventions entre les différents pays de l'UE en proportion du choc économique. Pour l'heure, la politique économique de chaque État n'est qu'une succession de mesures d'urgence pour tenter de laisser à flot ses grandes entreprises et éviter l'effondrement de l'activité nationale. Ceci n'est possible qu'au prix d'un accroissement violent de l'endettement pour toutes les bourgeoisies, allemande comprise. Les plus affaiblies présentent fin 2020 des ratios endettement public/PIB largement supérieurs à 100 %, comme l'Italie, l'Espagne, la Grèce ou la France. Le rapport atteint 100 % aux États-Unis et en Grande-Bretagne ; au Japon, 250 %.

Pour le moment les taux des prêts consentis par les banques privées à chacun de ces États sont négatifs (- 0,6 % pour l'Allemagne, - 0,4 % pour la France) ou assez faibles (+ 0,5 % pour l'Italie, + 0,6 % pour la Grèce). Dans le premier cas, emprunter devient une bonne affaire, dans l'autre le paiement des intérêts n'est pas une lourde charge. Ce miracle n'est possible que parce que la Banque centrale européenne procède de mars 2020 à mars 2022 à des rachats massifs de dettes publiques ou privées pour un total de 2 400 milliards d'euros. La Réserve fédérale américaine ou la Banque d'Angleterre ne font pas autre chose. Mais le fait que cette cavalerie soit généralisée n'implique pas qu'elle soit sans danger, en particulier pour les faibles qui risquent, à tous moments, de voir soudain grimper en flèche le taux d'intérêt de leurs emprunts et ne plus pouvoir soutenir leur endettement. Alors, au sein de l'UE, la potion amère infligée par l'Allemagne, l'impérialisme le plus puissant et gardien



de la stabilité de l'euro, à la Grèce en 2015 risquera d'être resservie à d'autres, comme l'Italie, l'Espagne, voire la France.

Le Brexit et ses conséquences

À l'arraché, le gouvernement britannique et l'UE ont conclu un accord de sortie du Royaume-Uni qui limite les dégâts du Brexit. C'était important puisque les échanges représentent annuellement quelque 700 milliards d'euros. Là encore, c'est la bourgeoisie allemande qui était la plus intéressée. Pour autant cet accord marque un recul pour les deux parties : les échanges de marchandises sont désormais soumis aux déclarations de douane, contrôles éventuels de part et d'autre, avec d'inévitables ralentissements.

Le Premier ministre britannique s'est vanté dans ses vœux du 31 décembre :

C'est un moment incroyable. Nous avons notre liberté entre nos mains et il nous revient d'en tirer le meilleur parti... Je pense que l'instinct écrasant du peuple de ce pays sera de se rassembler en un Royaume-Uni où l'Angleterre, l'Ecosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord travaillent ensemble pour exprimer nos valeurs dans le monde entier... Un Royaume-Uni ouvert, généreux, tourné vers l'extérieur, internationaliste et pratiquant le libre-échange. (Boris Johnson, 31 décembre)

La réalité est beaucoup moins enthousiasmante. Avec le Brexit, l'impérialisme britannique s'est pris les pieds dans le tapis. Son espoir d'installer un « Singapour sur Tamise » pour dominer la finance du continent et l'inonder avec ses marchandises produites sans les contraintes des normes européennes est sévèrement encadré par les dispositions de l'accord qui stipule que tout écart faisant litige pourra donner lieu à l'imposition de taxes douanières.

Une période d'incessante guérilla commerciale est probable. Sur le plan de la finance, qui constitue une activité phare de l'impérialisme britannique, celui-ci n'a obtenu aucune garantie concernant le libre accès de ses banques, assurances, sociétés de courtage, etc. au vaste marché de l'UE. Plutôt, les impérialismes allemand et secondairement français vont se charger de plumer la City en cherchant à attirer dans leurs bourses ses entreprises.

Enfin, n'en déplaise à Johnson, « *l'instinct écrasant* » des Écossais ne va pas dans le sens du renforcement du Royaume-Uni mais vers l'indépendance et celui des Irlandais vers l'unité de l'île. Les relations d'Édimbourg et Dublin avec Londres se tendront. Le risque de dislocation du Royaume-Uni sera renforcé par la persistance de la crise économique doublée des conséquences d'une situation sanitaire catastrophique.

L'affaiblissement continu de l'impérialisme français

Macron a beau multiplier les mises en scène, l'impérialisme français poursuit son déclin par rapport à ses rivaux. Les chiffres de la balance commerciale en attestent. De janvier à septembre, l'Allemagne fait en 2019 un excédent sur les échanges de biens de 172,2 milliards d'euros et 131,1 milliards d'euros pour la même période en 2020. Dans le même temps, la France accuse un déficit de 58,4 milliards d'euros en 2019 et de 66,4 milliards d'euros en 2020. Pire, le commerce intra Union européenne de la France est largement déficitaire, de plus de 80 milliards d'euros en 2019.

L'impérialisme français est le seul en Europe occidentale, après le départ du Royaume-Uni, à disposer d'une armée réellement constituée. Il escomptait en tirer avantage pour retrouver de la puissance face aux à ses rivaux et, au prétexte de la construction d'une défense de l'UE indépendante des États-Unis, y tenir un rôle pivot, voire à les amener à soutenir activement ses opérations extérieures. Mais l'Allemagne a fait savoir par sa ministre de la défense qu'elle souhaitait mettre fin à « *l'illusion de l'autonomie stratégique* », affirmant que « *l'Europe a encore besoin de l'Amérique* » (*Le Monde*, 12 novembre 2020).

En Afrique, les positions de l'impérialisme français continuent de s'éroder, en Centrafrique où Chinois et Russes lui disputent la place, comme au Mali où l'engagement de l'armée française est de plus en plus contesté. Au Liban, fort de son ancien statut de puissance coloniale, avec le protectorat obtenu en 1920 après le dépeçage de l'Empire ottoman, l'impérialisme français a cru pouvoir reprendre une place décisive en profitant de la crise politique et de la débâcle économique. Déjà sous la présidence de Hollande, la France avait réussi à contrôler le récolement de la plupart des dons et des prêts internationaux destinés au Liban. Macron lui a emboité le pas, mais il a haussé ses exigences : l'aide ne serait accordée qu'à la condition de réformes de la Banque centrale, du mode de gouvernement, etc. On allait voir ce qu'on allait voir. On a vu : deux voyages présidentiels au Liban, des coups de menton et des déclarations martiales n'ont abouti à rien. La seule chose qu'a gagnée Macron dans cette affaire, c'est de se ridiculiser.

De profondes restructurations capitalistes sont en cours

La crise économique cyclique et les ravages de la pandémie précipitent également de profondes mutations dans des secteurs-clé du capitalisme, avec des conséquences économiques, sociales et politiques importantes. En effet, l'automobile et l'aéronautique, qui concentrent parmi les plus grands groupes capitalistes, emploient des centaines de milliers de salariés dans le monde, en-

trainent une part considérable des équipementiers et des activités économiques liées, sont frappées de plein fouet. L'automobile à motorisation thermique semble relever du passé, en tout cas celle à essence ou à gazole. Un cap est franchi, avec le succès des hybrides, la multiplication des modèles électriques, le renforcement du parc GPL, les tentatives de moteur à l'hydrogène. Nombre de grandes métropoles ou de pays annoncent des interdictions aux véhicules thermiques de circuler dans un horizon proche. Non que le capitalisme se soucie soudain d'écologie, sauf comme d'un argument de vente, la généralisation de la voiture électrique posant d'autres problèmes pour l'environnement (batteries...).

La mutation implique d'un côté la dévalorisation d'une masse de capital constant investi dans les usines et les chaînes de production des voitures thermiques, au moins pour la partie motorisation, et de l'autre des investissements très importants, notamment si les capitalistes ne veulent pas dépendre d'autres pays et d'autres firmes pour la fourniture des batteries qui sont une part importante de la valeur du véhicule électrique. Par ailleurs, le moteur électrique comportant moins de pièces et étant de conception plus simple, il ne faudra désormais plus qu'un seul ouvrier là où il en fallait dix pour produire un moteur thermique. Tesla vaut aujourd'hui en bourse quelques 800 milliards d'euros. Ce n'est pas qu'un effet de la spéculation boursière, c'est aussi parce que cette société américaine qui ne produit que des voitures électriques depuis sa création, non seulement possède une certaine avance technologique, mais aussi ne porte pas dans ses valises le poids du passé, tout ce capital mort dont les autres grands groupes devront se débarrasser, ni les ouvriers en surnombre. Une société chinoise, Nio, qui produit des véhicules électriques, est d'ailleurs en train de prendre le même chemin que Tesla, en se positionnant sur des modèles moins haut de gamme. Mais tous les constructeurs « traditionnels » américains, européens sont déjà à la peine et le seront de plus en plus, sauf à être en capacité de prendre le virage. La fusion des groupes Peugeot et Fiat-Chrysler s'inscrit dans la nécessité de cette vaste restructuration. Mais tous ne s'en tireront pas.

L'aéronautique est l'autre grande malade du capitalisme. Ici ce n'est pas une mutation technologique qui en est la cause immédiate. L'avion à hydrogène est encore dans les limbes, la technologie étant loin d'avoir résolu tous les problèmes posés, et l'avion électrique est réservé à de petits avions de tourisme. C'est la pandémie qui a cloué les avions au sol, privant les compagnies aériennes de recettes et du même coup les constructeurs de commandes d'avions. La diète durera tant que les risques sanitaires dureront. Mais le retour à la normale suppose également que la crise économique ne s'aggrave pas, que les voyages touristiques, étudiants, religieux, familiaux... reprennent. Mais ce n'est pas la seule condition : en temps normal, les voyages d'affaires représentent pour les compagnies aé-

Les grands axes des Nouvelles Routes de la soie



riennes jusqu'à 80 % des bénéfices. Or, de la même manière que la mise en place du télétravail rend désormais inutile une grande partie du parc immobilier de bureaux, les entreprises capitalistes ont facilement remplacé le déplacement des cadres supérieurs par des visioconférences, sans aucun frais ou presque. Il y a peu de probabilités pour que cette nouvelle manière de faire disparaisse une fois la pandémie terminée. Dans ces conditions, les compagnies aériennes, les sociétés aéroportuaires, les constructeurs aéronautiques et leurs sous-traitants sont loin d'être sortis d'affaire et, comme dans l'automobile, les licenciements vont grimper en flèche.

Défendre l'internationalisme prolétarien

Présentant les principaux acteurs de sa future équipe, le nouveau président américain dit :

C'est une équipe qui reflète le fait que l'Amérique est de retour, prête à mener le monde, pas à s'en retirer, de nouveau assise en tête de table, prête à se confronter à nos adversaires, à ne pas rejeter nos alliés, prête à se dresser pour défendre nos valeurs. (Joe Biden, 24 novembre 2020)

Le 28 décembre 2020, l'Assemblée populaire chinoise adopte un amendement renforçant les pouvoirs de la Commission centrale militaire, dont Xi est le président, lui permettant formellement de mobiliser l'armée en cas de menaces extérieures comme de troubles internes.

Alors que les dirigeants des principaux impérialismes se dressent sur leurs ergots, que chaque gouvernement bourgeois vante à qui mieux mieux les mérites de « sa nation », que les bureaucraties syndicales et les partis réformistes traditionnels ou nouveaux (Syriza, Podemos, LFI, PSOL...) leur emboîtent le pas dans un nationalisme sans fard, les révolutionnaires doivent brandir le drapeau rouge de l'internationalisme prolétarien, de la solidarité ouvrière, du socialisme mondial, comme seule réponse possible aux menaces de l'impérialisme décadent.

13 janvier 2021

États-Unis : des bandes fascistes au Capitole, un avertissement pour la classe ouvrière

L'envahissement du Capitole de Washington (où siègent les deux assemblées parlementaires) le 6 janvier 2021 par quelques centaines de fascistes arborant des drapeaux confédérés (esclavagistes), des tatouages néo-nazis et même un vêtement marqué « camp Auschwitz »... a sidéré les naïfs qui s'imaginent que la démocratie bourgeoise, *a fortiori* aux États-Unis, est un régime éternel, apte à contenir et résoudre toutes les contradictions.

Il ne s'agissait pas d'un véritable coup d'État fasciste avec à sa tête un parti et un chef décidés à jeter à bas le parlement, cependant rien ne rentrera dans l'ordre avec Biden. Fascistes, ils le sont indéniablement, les anciens militaires habitués à terroriser les civils dans les pays dominés, les suprémacistes blancs, les fanatiques chrétiens qui attaquent les centres d'avortement, les obscurantistes qui croient que la Terre est plate, les xénophobes qui pensent que le coronavirus est une création chinoise, les conspirationnistes qui avalent que le Parti démocrate enlève les enfants... Ce ramassis a bousculé sans mal un cordon de police mystérieusement inconsistant pour l'occasion, pour parader tout cuir, chaînes et peaux de bêtes vêtus, sur les parquets cirés du Capitole et filmer tranquillement leurs exploits. Les ennemis de l'Amérique que ces bandes désignent explicitement par leurs pancartes et slogans, ce sont pélemêle le communisme, le marxisme, les antifascistes, les anarchistes, les Noirs, etc.

Pour les soutenir et les accompagner, une foule de militants du Parti républicain, généralement avec casquette « Trump » mais sans masque, que le président en sursis a rassemblée devant le Capitole : ils sont persuadés par Trump, de nombreux dirigeants du Parti républicain et les sites conspirationnistes que la victoire électorale leur a été volée (alors que Biden a recueilli 81 millions de voix contre 74 pour Trump), ragent que des caciques de leur parti, les grands médias y compris la chaîne Fox, les plateformes de réseaux sociaux lâchent leur chef. Le Tea Party puis le milliardaire véreux ont réussi à canaliser le mécontentement de la base populaire du Parti républicain contre « les élites de Washington » et les immigrés, mais aujourd'hui, une partie n'attend qu'une chose, que Trump envoie promener tout ce beau monde et décide de créer le parti des « vrais patriotes ». Mais c'est précisément ce pas que Trump n'a pas fait, ou pas encore fait, qui constituerait alors l'ossature d'un parti fasciste indispensable à la préparation d'un coup d'État.

Pourquoi Trump n'a-t-il pas franchi ce pas, pourquoi, au contraire a-t-il, certes du bout des lèvres, demandé finalement à ses partisans de rentrer chez eux, condamné les violences au Capitole et assuré que la transition avec Biden se passerait dans l'ordre ? Parce que la bourgeoisie

américaine, ses propriétaires et dirigeants de groupes industriels, commerciaux, bancaires aussi bien que l'état-major de son armée, les chefs des services secrets et de la police fédérale, écartent l'aventure du fascisme dans la situation actuelle car elle n'y est pas contrainte. Trump lui-même pensait parvenir à ses fins par le jeu des élections pour poursuivre une politique de plus en plus nationaliste et bonapartiste.

L'échec de toutes ses manœuvres, judiciaires et fascistes, le contraint désormais ou à capituler pour éviter au mieux les ennuis judiciaires ou, comme il a désormais peu d'avenir au sein du Parti républicain, à franchir le Rubicon et se lancer dans la constitution d'un parti fasciste.

Les fronts populaires d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. (Trotsky, Programme de transition, 1938)



Malgré les puissantes mobilisations, que ce soient des grèves sur le terrain des salaires ou de l'emploi ou bien les manifestations contre les assassinats de Noirs par la police, la classe ouvrière organisée n'est pas parvenue jusqu'à présent à briser le lien qui rattache son sort au Parti démocrate, un parti bourgeois.

Ce lien est serré par les responsables syndicaux, par les dirigeants politiques des organisations qui renient le marxisme, trahissent la classe ouvrière et dévoient sa recherche d'une perspective politique révolutionnaire en lui faisant croire qu'une pression à l'intérieur du Parti démocrate va transformer l'eau en vin. Le principal courant social-démocrate, les DSA (Democratic Socialists of America) revendiquent 85 000 membres, ce qui en fait, même à l'échelle des États-Unis, une organisation qui peut jouer un rôle objectif. Mais les réformistes des DSA et de la revue *Jacobin* roulent, comme ce qui reste du stalinisme (CPUSA, RCP), pour le Parti démocrate. Après avoir soutenu Sanders lors de la primaire de ce parti, ils se sont ralliés au soutien à Biden. La principale organisation qui se réclame du trotskysme, SA (Socialist Alternative), a appelé à voter aussi pour un parti bourgeois, le Green Party.

N'ayant pas de parti révolutionnaire, n'ayant même pas de parti ouvrier de masse, la classe ouvrière américaine est physiquement et politiquement désarmée. Elle ne peut se défendre réellement et poser la question de la prise du pouvoir qu'en s'organisant politiquement pour son propre compte, ce que les

réformistes et centristes de tout poil qui interviennent en son sein s'ingénient à empêcher.

La nature du front populaire est de subordonner les organisations ouvrières à un ou plusieurs partis bourgeois présentés comme progressistes, antifascistes ou anti-impérialistes, afin de sauver l'État bourgeois et de contrer une montée révolutionnaire des masses. Aux États-Unis, Sanders, les DSA, le CPUSA, le RCP, SA réalisent une sorte de front populaire à l'envers. Les dirigeants noirs de la NAACP ou BLM, les chefs syndicaux de l'AFL-CIO ou de CtW jettent la classe ouvrière dans les bras d'un parti des exploiters qui ne les protège de rien. Tous ont canalisé le mouvement contre la police vers l'illusion électorale, tous donnent à Biden la coloration nécessaire pour capter leurs suffrages, pour se présenter devant la classe ouvrière et la jeunesse comme celui qui va répondre à leurs aspirations, ou au moins à une partie d'entre elles. Ce qu'il ne fera pas, évidemment.

La bourgeoisie américaine n'a pas besoin du fascisme aujourd'hui parce qu'elle dispose encore de la solution Biden pour tromper les masses. Elle espère qu'il pourra rétablir le calme et la prospérité des affaires. Cet espoir est vain. Les contradictions qui assaillent l'impérialisme américain ne vont pas se résorber, au contraire, car il ne va pas retrouver, par un coup de baguette magique, sa puissance incontestée d'autrefois. Ce sont des temps d'affrontements économiques et de tensions mondiales entre les principaux impérialismes, de reprise économique incertaine ou menacée, sans même parler de la poursuite de la pandémie du coronavirus, qui attendent Biden. Il devra, pour défendre l'impérialisme américain, nécessairement poursuivre à l'intérieur les attaques contre la classe ouvrière et à l'extérieur la politique agressive de Trump contre ses principaux concurrents, à commencer par l'impérialisme chinois.

Toutes les frustrations nées dans la population américaine de la perte d'influence de l'impérialisme américain, à la fois comme conséquences économiques et comme reflet de cette dégradation, ne vont pas disparaître, elles vont se renforcer. C'est pourquoi l'envahissement du Capitole, s'il n'est pas un coup d'État, est un avertissement pour toute la classe ouvrière américaine, et au-delà.

Le gouvernement Biden-Harris, lui aussi, va prouver à la bourgeoisie qu'il n'a pas plus de solution que n'en avait Trump pour surmonter les contradictions de l'impérialisme américain. À son tour, il va doucher les illusions de la partie de la petite-bourgeoisie qui l'a soutenu (petits patrons, artisans, agriculteurs, contremaîtres et

chefs d'équipe... menacés de déclassement). Comme tous ses prédécesseurs démocrates il gouvernera à son tour contre la classe ouvrière. Alors, le fascisme, pour autant qu'il trouve un chef et un parti, peut se faire beaucoup plus menaçant.

Dès maintenant, il faut exiger la rupture des syndicats, des organisations d'opprimés et des DSA avec le Parti démocrate et le Parti vert. Dans les entreprises, les quartiers populaires, les universités, il faut prendre des initiatives d'auto-organisation, à l'exemple d'une fraction du prolétariat noir et des jeunes de toute origine, de toute ethnie pour défendre les manifestations contre les exactions de la police et des bandes fascistes. Les milices ouvrières doivent se développer, s'étendre, s'organiser dans tout le pays, pour protéger toute grève et toute protestation populaire, en s'appuyant sur les syndicats et les organisations d'opprimés.

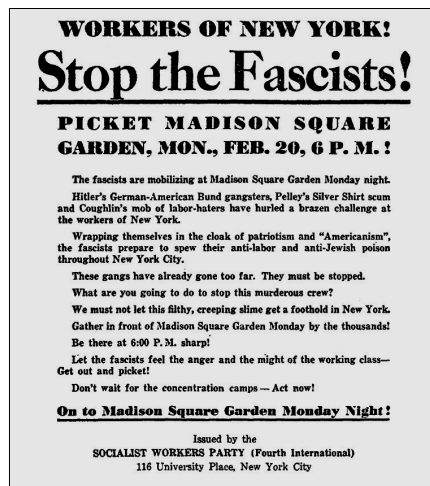
Nous pouvons arracher la victoire mais il nous faut disposer d'une structure armée avec le soutien des grandes organisations de travailleurs. Il faut de la discipline, des travailleurs organisés au sein des comités de défense. Sinon nous serons écrasés. (Trotsky, Discussion avec la direction du SWP, 7 juin 1938)

C'est ce qu'avait pratiqué avec succès en 1939 le Parti socialiste des travailleurs (SWP, la section américaine de la 4^e Internationale) contre les organisations fascistes à Los Angeles, Minneapolis, New-York...

Les DSA, le CPUSA, SA, qui considèrent que les policiers sont des travailleurs comme les autres, ne se prononcent pas pour l'autodéfense contre les fascistes. Personne dans le mouvement ouvrier français ne défend aujourd'hui cette perspective, pas même les prétendus trotskystes de LO, du NPA et du POID...

C'est pourtant le premier pas pratique du mouvement révolutionnaire des masses pour s'organiser et se défendre contre les bandes fascistes et la police, indépendamment de toutes les fractions de la bourgeoisie, de sa légalité, de son appareil d'État, de ses partis, pour ouvrir la voie à une alternative progressiste à la crise capitaliste et à la montée du danger fasciste, celle du gouvernement ouvrier, de l'expropriation du grand capital. Les militants révolutionnaires conséquents, s'ils veulent construire le parti ouvrier révolutionnaire qui manque tant, doivent se regrouper et être les promoteurs de cette orientation.

9 janvier 2021



Tract du SWP, février 1939

Inde : multiplication de grèves contre les patrons et Modi



Depuis plusieurs semaines, en Inde, le 2^e plus grand pays au monde de par sa population après la Chine, des dizaines de millions de travailleurs des villes et des campagnes se mobilisent contre les patrons ou pour faire échec aux mesures du gouvernement. Le pouvoir exécutif du premier ministre Narendra Modi et du ministre de l'intérieur Amit Shah, le pouvoir législatif de la coalition dirigée par le Bharatiya Janata (BJP, Parti indien du peuple) exacerbent le nationalisme et le cléricalisme partagés par tous les partis bourgeois. Leur doctrine, « l'Indutva », proclame la suprématie de la religion hindouiste, la supériorité des castes des brahmanes et des rajputs, le mépris envers la caste des dalits, la haine envers la minorité musulmane. L'autonomie du Cachemire, à majorité musulmane, a été abolie par occupation militaire en juillet 2019 [voir *Révolution communiste* n° 38]. Dans l'Uttar Pradesh dirigée par Yogi Adityanath (BJP), le mariage entre musulmans et hindous est de fait interdit depuis le 28 novembre 2020.

Le gouvernement de l'État le plus peuplé du pays, dirigé par le moine nationaliste hindou radical Yogi Adityanath, a adopté samedi 28 novembre un décret qui punit de dix ans de prison maximum toute personne qui cherche à en convertir une autre par le biais du mariage. (Libération, 4 décembre)

Le cas des ouvriers de Wistron et de TKM

À Bangalore, capitale du Karnataka, début novembre, 3 000 ouvriers de l'entreprise d'assemblage de véhicules Kirloskar Motor Private Limited (TKM) appartenant au groupe Toyota se sont mis en grève malgré les appels à la reprise du travail par le gouvernement de l'État. L'entreprise a déclaré le lock-out pour faire pression sur les grévistes qui avaient arrêté le travail contre la suspension d'un dirigeant syndical. 39 autres syndicalistes ont été suspendus par Toyota en rétorsion pour « mauvaise conduite ». Le vice-ministre en chef du Karnataka, Ashwath Narayan, membre du BJP, a annoncé le 17 novembre sa décision d'«interdire» la grève en cours à la

suite d'une réunion avec des responsables de la société, du syndicat des employés de TKM et du gouvernement de l'État.

Le 12 décembre, 2 000 travailleurs d'une usine appartenant à la société taïwanaise Wistron Infocomm Manufacturing (téléphones portables, informatique), dans la banlieue de Bangalore, s'en sont pris aux locaux de la direction, aux véhicules des cadres. Cette révolte a été déclenchée après le refus de la direction de leur verser des arriérés de salaire de trois mois ou plus, et le non-paiement des heures supplémentaires. 132 travailleurs ont été arrêtés par la police, appelée à intervenir par l'entreprise.

En outre, la société, objectant la longue fermeture du site de production en raison de la pandémie de covid-19, a réduit le salaire mensuel des travailleurs de 25 % ou plus. Selon *The Hindu*, le parc industriel de Narasapura de Wistron compte environ 15 000 employés, mais seuls 1 400 d'entre eux sont effectivement employés par l'entreprise elle-même. Les autres sont des travailleurs en intérim.

La journée d'action nationale du 26 novembre

Le CITU et l'AITUC ont appelé à une grève limitée à un jour. Ces deux centrales syndicales sont liées aux partis ouvriers de masse, le CPI (Parti communiste d'Inde) et le CPM (Parti communiste d'Inde marxiste), tous deux d'origine stalinienne. Le mouvement a été déclenché par les projet de lois du gouvernement Modi qui ont pour but de démanteler les rares dispositions sociales favorables aux travailleurs : flexibilisation du marché du travail, facilitation des licenciements, affaiblissement des syndicats, à qui l'on demande désormais de représenter 75 % des effectifs d'une entreprise pour être reconnus. Elles ont été rejointes par d'autres fédérations, dont l'INTUC qui est la branche syndicale du principal parti bourgeois d'opposition Congress Party et le LPF, contrôlé par le DMK, un autre parti bourgeois basé au Tamil Nadu.

Les syndicats indiens, de tous horizons politiques, ont constitué un plateforme unie pour mener un combat méthodique. Le 26 novembre aura lieu une nouvelle grève nationale pour montrer au gouvernement Modi que notre lutte se poursuivra inlassablement. (Gongalla Sanjeeva Reddy, président de l'INTUC, 29 octobre 2020)

Pour les bureaucraties syndicales, il s'agit donc d'exercer une pression sur le gouvernement (« *montrer à Modi* ») et non de le faire reculer dès maintenant et de le vaincre (« *notre lutte se poursuivra* »).

Des hommes qui ne veulent pas la grève générale, qui nient le caractère politique de la grève générale, qui ne redoutent rien autant que les conséquences d'une grève victorieuse, doivent inévitablement faire tous les efforts en vue de maintenir la grève dans le cadre d'une semi-grève semi-politique, c'est-à-dire la priver de ses forces. (Léon Trotsky, 6 mai 1926)

Néanmoins, le 26 novembre 2020, pas moins de 250 millions de travailleurs se sont mis en grève, fait remarquable par son ampleur. Les États du sud du Kerala, de Telangana et de Puducherry, d'Odisha à l'Est et d'Assam au Nord-est ont connu des débrayages allant jusqu'à l'arrêt de la production, et qui ont eu un impact partiel sur de nombreux autres États. Des rassemblements de protestation ont eu lieu dans les principales villes du pays, y compris à New Delhi. Beaucoup de secteurs d'activité étaient impliqués, publics et privés, dans les services comme les banques, les transports, tout comme dans l'industrie métallurgique (aciéries, centrales électriques, mines de charbon, production de la défense). Dans le Kerala, les bus publics du KSRT, les bus privés, les pousse-pousse et les taxis n'ont pas fonctionné, et les bureaux du gouvernement et les grandes entreprises ont été fermés.

Le mouvement de protestation paysanne

À la colère de nombreux salariés s'est conjuguée une protestation des paysans, qui représentent encore 40 % de la population active, avec des manifestations nationales de deux jours et une marche « Delhi Chalo » organisée par le comité de coordination All India Kisan Sangharsh (AIKSCC) regroupant plus de 300 organisations paysannes. Sa principale revendication est l'abrogation de trois lois relatives à l'agriculture récemment adoptées par le gouvernement du BJP, en particulier la fin de la garantie des prix par les autorités locales. Ces mesures visent à favoriser les groupes de l'agroalimentaire qui domineraient encore plus la culture, le commerce, le stockage et la fixation des prix des produits agricoles, y compris des céréales alimentaires essentielles.

Le 8 décembre, une nouvelle journée de mobilisation était initiée par les dirigeants d'agriculteurs, appelée « Bharat Bandh » (fermeture de toute l'Inde) mais dont la consigne des organisateurs était de bloquer New Delhi uniquement entre 11 h et 15 h pour « ne pas déranger » la population. Des centaines de milliers de paysans campent depuis plusieurs jours aux portes de la capitale indienne. Plusieurs dizaines de milliers de manifestations ont eu lieu dans 22 des 28 états de l'Inde, et près de 5 millions de personnes ont participé au mouvement selon le comité d'organisation Kisan Morcha (Marche des paysans).

Front unique ouvrier pour les revendications et en défense des musulmans

La période actuelle, caractérisée par la vague pandémique du covid-19, qui pèse lourdement sur les conditions de vie des masses et sur leur capacité d'action, n'était pourtant pas favorable à une riposte d'envergure. L'Inde a connu une chute de son produit intérieur brut (PIB) de 23,9 % au cours du trimestre d'avril-juin, et des dizaines de millions d'ouvriers ont perdu leur emploi de façon permanente. Le gouvernement fédéral n'a d'ailleurs pas lésiné sur les moyens pour réprimer : déploiement de bandes paramilitaires dans l'Haryana, le Madhya Pradesh et l'Uttar Pradesh (aux mains du BJP), ou arrestation de centaines de militants syndicaux à leur domicile.

Ces mouvements de protestation s'inscrivent dans un pays traversé par de fortes divisions de classe mais aussi par le système des castes maintenu par les fondateurs de l'Inde capitaliste indépendante (Nehru, Gandhi) et de leur Congress Party (Parti du congrès ou Congrès national). Malgré ces obstacles, le prolétariat et la paysannerie ont réussi à démontrer un début d'unité, dans un contexte où le pouvoir utilise le chauvinisme hindou en visant les musulmans et autres minorités religieuses pour diviser les travailleurs.

Une grande restructuration des capacités de production est en cours au niveau mondial pour les grands groupes capitalistes. Par l'entremise de ses dirigeants actuels, l'Inde capitaliste tente d'attirer les investisseurs impérialistes au détriment de la Chine, avec qui les conflits se tendent. Mais les travailleurs salariés n'acceptent pas sans rien dire les conditions ignobles de leur exploitation et s'opposent fermement aux brutalités de leurs exploiters.

Pour faire aboutir leur revendications, cantonnées par les chefs syndicaux pour l'heure à des mesures économiques, il faut obliger les organisations ouvrières à appeler, non pas à des protestations symboliques, mais à une véritable grève générale à l'échelle de toute l'Inde jusqu'au retrait des projets gouvernementaux. Avant tout, la classe ouvrière doit contrer la division des rangs populaires sur des questions religieuses et ethniques, s'allier aux paysans travailleurs, aux travailleurs « indépendants » du secteur informel des villes et aux étudiants, défendre les femmes, les musulmans et les dalits, organiser l'autodéfense des travailleurs et des opprimés. Des organes soviétiques et des milices populaires devraient être constituées pour mener cette lutte. Alors, le prolétariat à la tête des masses laborieuses vaincrait le gouvernement clérical et fascisant de Modi-Shah et ouvrirait la perspective d'un gouvernement ouvrier et paysan.

21 décembre 2020

Iran : assez d'assassinats par Israël ! Levée du blocus par les États-Unis !

Le 27 novembre, un physicien iranien, Mohsen Fakhri-zadeh, est assassiné à Absard, dans la banlieue Est de Téhéran par une douzaine de tueurs, dont aucun n'a été arrêté. Bien que personne n'ait revendiqué le crime, il est probable que les services secrets israéliens soient derrière l'opération, avec l'approbation du gouvernement étasunien et des complicités au plus haut niveau de l'appareil sécuritaire iranien.

En avril 2018, Nétanyahou avait présenté le physicien comme le chef d'un programme nucléaire secret à vocation militaire et comme la cible prioritaire du Mossad : « *Souvenez-vous de ce nom, Fakhri-zadeh* » avait-il dit. L'État israélien a revendiqué des dizaines d'attaques contre l'armée iranienne en Syrie et en Irak. Il était aussi derrière l'explosion d'un dépôt de munitions le 12 novembre 2011, dans la banlieue de Téhéran, qui avait fait au moins trente-six morts, dont le général Hassan Moghadam. En janvier 2010, le physicien iranien Mas-soud Ali Mohammadi était assassiné ; en novembre de la même année, le physicien Majid Shahriari. Sans parler des cyber-attaques de 2010 contre 30 000 ordinateurs iraniens par le programme Stuxnet élaboré par les services secrets israéliens et américains.

Dès le début de son mandat, Trump (Parti républicain) avait révoqué l'accord de 2015 par lequel l'Iran renonçait à son programme nucléaire civil en échange de la levée des sanctions économiques imposées en 1995 par le président Clinton (Parti démocrate), suivi par l'Union européenne dirigée par les impérialismes allemand et français. En temps de pandémie, le blocus des États-Unis est plus que jamais un crime contre les peuples d'Iran ; en revanche, il gêne fort peu les caciques du régime islamiste qui ont les moyens d'y échapper. Le 3 janvier 2020, l'armée américaine avait assassiné par drone le général iranien Qassem Soleimani. Dans les heures qui ont suivi le meurtre de Fakhri-zadeh, Trump s'est félicité que cela constituait « *un coup majeur porté à l'Iran* ».

On imagine l'indignation qu'auraient manifestée les grands médias occidentaux si l'Iran avait osé abattre des dirigeants américains responsables de l'arsenal nucléaire le plus colossal du monde ou les instigateurs des multiples immixtions à l'étranger. Ils auraient justifié les bombardements américains qui auraient suivi.

Aux États-Unis, Trump laisse, délibérément, une situation ingérable à son successeur qui avait annoncé qu'il voulait revenir à l'accord de 2015. Biden et son gouvernement en formation sont d'ailleurs demeurés muets devant l'attentat terroriste. Au Proche-Orient, le Parti démocrate soutient, tout autant que le Parti républicain, l'État colonial sioniste et la monarchie absolue des Saoud depuis la fin de la 2^e Guerre mondiale.

En Iran, le pouvoir islamiste, malgré ses rodomontades, est incapable de riposter réellement à l'impérialisme américain et même à l'État sioniste, parce qu'il est incapable de s'adresser à la classe ouvrière de ces pays et du reste du monde. En effet, il repose sur une fraction de la bourgeoisie perse et il a été fondé sur l'écrasement de la révolution sociale de 1978-1979 qui avait jeté à bas la monarchie des Pahlavi. Fin 2019, il a réprimé de manière sanglante une révolte populaire provoquée par la crise économique et la sécheresse. Il a exécuté le 12 décembre le journaliste Rouhollah Zam, enlevé en Irak et accusé d'avoir joué un rôle actif dans le mouvement de protestation de 2017-2018.

La police politique et les services secrets iraniens sont efficaces contre les ouvriers grévistes, les manifestants pay-sans et étudiants. Par contre, ils sont notoirement infiltrés par le Mossad et la CIA avec l'aide des monarchistes et des Moudjahedines du peuple financés par l'État américain. Israël a pu ainsi liquider à Téhéran le 7 août Abdullah Ahmed Abdullah, un dirigeant d'Al-Qaïda.

Les travailleurs avancés ne reconnaissent pas le droit des États impérialistes équipés d'un formidable arsenal militaire (États-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne) de choisir les États autorisés à se doter de l'arme nucléaire (Israël, Pakistan, Inde...) et de l'interdire à ceux qui leur déplaisent (Iran, Corée du nord...). Les communistes veulent un monde sans aucune arme nucléaire.

Il revient à la classe ouvrière et aux opprimés d'Iran de chasser les capitalistes et les bourreaux islamistes, d'instaurer un gouvernement ouvrier et paysan basé sur des shoras (conseils de travailleurs), d'ouvrir la voie à la fédération socialiste du Proche-Orient, libérée de la colonisation sioniste et de toute oppression impérialiste. La meilleure aide à leur fournir est que le mouvement ouvrier des États-Unis, d'Israël, de l'Union européenne, de Russie, de Turquie et de tous les pays s'oppose à toute opération militaire contre l'Iran et exige la levée immédiate du blocus étasunien.

Arrêt des agressions israéliennes contre l'Iran ! Fin immédiat du blocus américain de l'Iran ! Fermeture de toutes les bases militaires américaines, britanniques, française et russes au Proche-Orient et en Méditerranée, départ de la flotte américaine du golfe Arabo-persique, de l'océan Indien et de la mer Méditerranée !

13 décembre 2020

Collectif révolution permanente
(Allemagne, Autriche, Espagne, France, Turquie)

1880-1882 : un programme et un parti communistes en France

Il faut lier les mains des combinards et des candidats combinards. Le programme sert à cela ou est inutile. (Lev Trotsky, « Projet de programme de l'IC », 28 juin 1928, *Œuvres* t. I, ILT, p. 337)

Il y a cent quarante ans, le 22 novembre 1880, un programme « marxiste » est adopté au cours du troisième congrès des socialistes au Havre.

Marx et Engels (puis Engels après la mort de Marx) ont toujours combattu dans un cadre international, informel (un réseau de correspondants dit à l'époque « parti Marx ») ou formel (Ligue des communistes, Association internationale des travailleurs, Internationale ouvrière). Leur préoccupation constante, après l'expérience des révolutions européennes de 1848-1849, est de séparer le parti ouvrier de la petite-bourgeoisie et surtout des classes dominantes (noblesse en déclin, bourgeoisie en ascension).

La création en 1880-1882 de la première organisation communiste en France, le Parti ouvrier, par José Mesa, Gabriel Deville, Jules Guesde et Paul Lafargue se fait sur cet axe. Cette délimitation de programme et d'organisation en France s'inscrit dans l'influence grandissante du socialisme scientifique dans le mouvement ouvrier d'Europe et d'Amérique.

1880 : la séparation d'avec les bourgeois républicains

Avec l'aide du cercle du café Soufflet, Guesde fonde en novembre 1877 le quotidien *L'Égalité*, où se mélangent encore bakouninisme et marxisme. Le journal défend la Commune de Paris et réclame la libération du vieux révolutionnaire Auguste Blanqui. La pression étatique est forte : le domicile de Guesde est plusieurs fois perquisitionné, le quotidien est condamné à des amendes, ce qui met fin à sa parution.

Le congrès international socialiste prévu à Paris en septembre 1878 est interdit. Guesde et Deville sont arrêtés et Hirsch est expulsé. En prison, Deville et Guesde rédigent le *Programme des socialistes révolutionnaires français*, diffusé au printemps 1879 avec 541 signatures. Encore repoussée au congrès de Paris en 1876 et à celui de Lyon en 1878, une thèse collectiviste (« *l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste et la socialisation des moyens de production* ») est adoptée par

le 3^e congrès socialiste de Marseille en 1879, qui proclame la Fédération du parti des travailleurs socialistes de France (FPTSF).

L'Égalité reparait en janvier 1880, cette fois en se définissant non plus comme « *journal républicain socialiste* », mais comme un « *organe collectiviste révolutionnaire* » distinct du radicalisme, l'équivalent français des libéraux allemands et anglais, des populistes américains. Le quotidien confirme l'affermissement idéologique de Guesde, épaulé par Lafargue et Laura Marx.

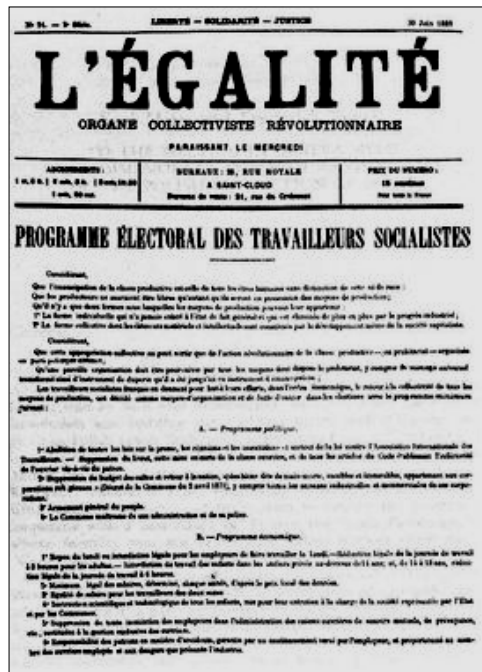
Si nous faisons pénétrer nos idées communistes dans les masses avec « L'Égalité », nous aurons fait une oeuvre vraiment révolutionnaire. (Paul Lafargue, « Lettre à Guesde », 29 novembre 1879, dans *La Naissance du Parti ouvrier français*, ES, 1981, p. 59)

À tel point que Marx salue « *pour la première fois un journal ouvrier au sens véritable du terme* ».

Certainement, il fallut une grande intelligence, un grand courage, une conception nettement socialiste et révolutionnaire, un attachement inébranlable à la cause de la classe ouvrière, pour venir, dans un pays à mentalité petite-bourgeoise chauvine, un pays que la guerre civile paraissait avoir guéri des désirs d'une nouvelle révolution, prêcher une doctrine allemande – c'est ainsi qu'on qualifiait le socialisme scientifique et marxiste – prêcher la lutte de classe et la révolution. (Krstio Rakovsky, *L'Humanité*, 3 janvier 1923)

Le journal sert à construire une organisation ouvrière révolutionnaire qui défend le programme du collectivisme.

Les mots « parti ouvrier » et « collectivisme », aujourd'hui passés dans notre langue politique étaient, peut-on dire, inconnus ; les idées qu'ils représentaient ne comptaient en France que de rares partisans, sans liens, sans possibilités d'action commune. C'est le journal « L'Égalité », fondé sur l'initiative de Jules Guesde et dirigé par lui, qui a seul donné l'impulsion au mouvement socialiste révolutionnaire actuel. (Gabriel Deville, « Aperçu sur le socialisme scientifique », 1883, *Le Capital de Marx*, résumé, Oriol, p. 9)



1880 : la contribution de Marx au programme

Jules Guesde et Paul Lafargue, en s'appuyant sur les décisions du congrès de Marseille, préparent le congrès de 1880. Ils veulent doter les candidats socialistes aux élections municipales et législatives de 1881 d'un programme révolutionnaire. Celui-ci est élaboré en mai à Londres en étroite collaboration avec Marx et Engels. La partie revendicative est rédigée par Guesde. Marx écrit la partie stratégique du programme, les « considérants ».

L'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe, ni de race. Les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production (terres, usines, navires, banques, crédits, etc.).

Il n'y a que deux formes sous lesquelles les moyens de production peuvent leur appartenir : 1. La forme individuelle qui n'a jamais existé à l'état de fait général et qui est éliminée de plus en plus par le progrès industriel ; 2. La forme collective dont les éléments matériels et intellectuels sont constitués par le développement même de la société capitaliste.

Cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive -ou prolétariat- organisée en parti politique distinct. Une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel transformé, d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici, en instrument d'émancipation. (Programme du Parti ouvrier, 1880, Lagrange, 1899, p. 7-8)

La FPTSF se coupe en deux dès l'ouverture du 4^e congrès socialiste du Havre le 22 novembre 1880. Le congrès de la salle Franklin rassemble les « radicaux » bourgeois et les proudhoniens des chambres syndicales. Il n'aura pas de suite. Le congrès de la rue Fécamp de la FPTSF-Parti ouvrier adopte le programme collectiviste : 48 voix contre 7 pour les considérants, 43 voix contre 10 pour les revendications. Des anarchistes font ajouter un amendement disant que la propriété collective est une « phase transitoire » vers le « communisme libertaire » tandis que d'autres s'en vont avec Errico Malatesta.

1881-1882 : les réformistes contre le programme

En France, la première vague de réformisme, c'est-à-dire l'illusion au sein du mouvement ouvrier que le capitalisme peut être amélioré, en évitant une révolution, est le proudhonisme qui dominait les sections françaises de l'AIT.

La seconde vague prend la forme du « possibilisme ». La fraction de Paul Brousse, de Benoît Malon et de Jean Allemane au sein du parti socialiste des années 1880 (« parti » au sens du mouvement) est appelée « possibiliste » à cause de la stratégie opportuniste dite « politique des possibles » qui aurait pour théâtre avant tout les municipalités. Les réformistes prônent une organisation décentralisée avec des fédérations locales ayant une grande autonomie vis à vis de la direction nationale du parti. Brousse est un ancien bakouniniste et un champion des manoeuvres.

Après l'insuccès aux élections des candidats socialistes sous étiquette commune, les anarchistes (Louise Michel, Émile Pouget, Pierre Kropotkine, Jean Grave...) scissionnent de la FPTSF-PO en mai 1881 pour tenir un « congrès socialiste-révolutionnaire » qui adopte « l'action directe » (dont des vols et des attentats), ce qui est conforté par le congrès international anarchiste de juillet à Londres. Les blanquistes dirigés par Vaillant, partisans d'une insurrection préparée par une minorité résolue, s'en séparent en juin pour former le Comité révolutionnaire central (CRC).

Quant aux possibilistes, ils rendent Guesde responsable de l'échec électoral. Brousse, Malon et Allemane cherchent à substituer *Le Prolétaire* à *L'Égalité*.

*« Le Prolétaire » était le journal de la clique la plus bornée de tous les ouvriers parisiens avides d'écrire... La haine la plus bornée contre les intellectuels y régnait. Aussi ce journal était-il absolument creux... (Friedrich Engels, « Lettre à Eduard Bernstein », 25 octobre 1881, dans Karl Marx & Friedrich Engels, *Le Mouvement ouvrier français*, Maspero, t. 2, p. 98)*

Après l'amputation de l'Alsace et de la Lorraine en 1871 par l'empire allemand, le sentiment chauvin est si exaspéré par la classe dominante qu'il constitue un repoussoir pour tout ce qui pouvait émaner de l'étranger, qui plus est d'un Allemand. Les sociaux-chauvins usent à souhait de cette ficelle pour tenter de discréditer les internationalistes.

Ce qui attache Malon et Brousse à cette feuille de chou, c'est leur commune jalousie vis-à-vis de Marx. Pour la masse des socialistes français, c'est une abomination que la nation qui a gratifié le monde des « idées françaises »... doive recevoir les idées socialistes de l'Allemand Karl Marx... Ainsi donc, les gens du « Prolétaire » prétendent que Guesde et Lafargue sont les porte-parole de Marx, ce qui signifie en langage d'initiés : ils veulent vendre les ouvriers français aux Prussiens. (p. 99)

Au 5^e congrès socialiste de Reims en octobre-novembre 1881, la fraction possibiliste critique le programme du Havre mais la question est mise en suspens.

*Au congrès du Havre de 1880, Jules Guesde avait fait adopter contre les mutuellistes et les anarchistes un programme en partie rédigé par Marx. Mais ce programme apparaît à beaucoup comme un impossible carcan. Tout un courant, autour de Jean Allemane, de Paul Brousse, de Jean-Baptiste Clément et de Benoît Malon se bat pour abandonner le programme unique et lui substituer des programmes élaborés dans chaque circonscription électorale. (Jacques Kergoat, *Le Parti socialiste, de la Commune à nos jours*, Le Sycomore, 1983, p. 30-31)*

Les chefs possibilistes passent outre le congrès et tripotent le programme lors d'une élection législative partielle.

*Malon et Brousse ont affiché, à l'occasion de la candidature de Joffrin, un programme édulcoré -en opposition aux décisions du congrès de Reims et en supprimant purement et simplement un des points mis en discussion, parce qu'il les dérangeait... Les aspirants à la dictature, ce ne sont pas Guesde et compagnie, mais les Malon et compagnie... Une fois de plus, Malon et Brousse agissent en vrais bakouninistes : ils reprochent à autrui des visées de dictature et, tout en portant aux nues « l'autonomie », ils veulent faire la loi sans se préoccuper des décisions du parti. (Friedrich Engels, « Lettre à Eduard Bernstein », 6 janvier 1882, *Le Mouvement ouvrier français*, t. 2, p. 106-107)*

Cela n'empêche pas Brousse, dans une brochure polémique (*Le Marxisme dans l'Internationale*, 1882), de qualifier les collectivistes de « dominateurs, enrégimentés et sectaires ».

1882 : la naissance du Parti ouvrier

Lors du 6^e congrès socialiste de Saint-Etienne en 1882, les possibilistes sont sûrs d'eux après des manipulations de mandats.

*Dans la préparation du congrès, a régné en général toute la vieille tactique bakouniniste, pour laquelle tous les moyens sont bons : mensonge, calomnie et intrigues en coulisse. C'est la seule chose dans laquelle Brousse est passé maître. (Friedrich Engels, « Lettre à Eduard Bernstein », 20 octobre 1882, *idem*, p. 113-114)*

Ils rejettent le programme du Havre et se renomment Fédération des travailleurs socialistes de France (FTS).

*C'est la scission dans le Parti ouvrier. Les gens de « L'Égalité » -nos meilleurs éléments, Guesde, Deville, Lafargue, etc.- ont été, sans autre forme de procès, mis dehors au dernier congrès. (Friedrich Engels, « Lettre à August Bebel », 21 juin 1882, *ibid.*, p. 108)*

Au demeurant, les deux stratégies sont irréconciliables. Les collectivistes considèrent que la révolution socialiste

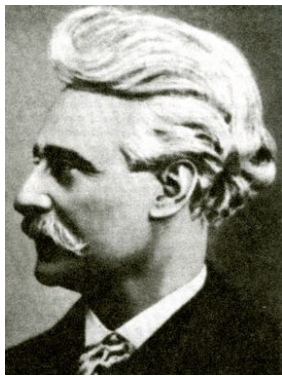
est indispensable, contrairement aux possibilistes qui envisagent le socialisme comme résultant d'une succession de réformes améliorant peu à peu la condition de la classe ouvrière. Cette phraséologie est conciliable avec les alliances avec des politiciens bourgeois avides de capter les votes des travailleurs, d'où le flou sur les limites du parti. La minorité fidèle au programme, 27 délégués, se rassemble en congrès à Roanne où elle proclame le Parti ouvrier.

*En France, la scission attendue depuis si longtemps s'est faite... Les divergences sont de principe : la lutte doit-elle être menée comme lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie, ou bien peut-on renoncer en opportunistes au caractère de classe du mouvement et au programme, toutes les fois que ceci permettra de gagner des voix, des partisans ? Malon et Brousse se sont prononcés pour cette dernière solution ; ils ont sacrifié par là le caractère de classe, le caractère prolétarien du mouvement et ont rendu la rupture inévitable. Tant mieux. Le développement du prolétariat est partout accompagné de luttes intestines, et la France, où un parti ouvrier se crée pour la première fois, n'est pas une exception. Nous autres, en Allemagne, nous avons franchi la première étape de cette lutte, nous en avons d'autres devant nous. L'unité est une chose excellente tant qu'elle est possible, mais il y a d'autres choses autrement importantes que l'unité. (Friedrich Engels, « Lettre à August Bebel », 28 octobre 1882, *ibid.*, p. 111)*

Le désir des opportunistes d'avoir les mains libres passe forcément par la remise en cause du programme communiste.

*Au début, lors de la fondation du parti ouvrier, il fallut admettre tous les éléments acceptant le programme... La suite a démontré que Malon et Brousse n'acceptaient le programme que sous la réserve tacite de le ruiner... Ce qui a commencé à Reims et à Paris s'est achevé à Saint-Etienne. Le caractère de classe du programme a été éliminé. Les considérants communistes de 1880 furent remplacés... Les revendications positives du programme furent annulées, puisque chaque localité est libre de se donner, aussi souvent qu'il lui plait, un programme spécial pour chaque cas particulier. Non seulement le soi-disant parti de Saint-Etienne n'est pas un parti ouvrier, mais encore ce n'est pas un parti du tout, parce qu'en fait il n'a pas de programme. (Friedrich Engels, « Lettre à Eduard Bernstein », 20 octobre 1882, *ibid.*, p. 112)*

Débarrassés des communistes, l'organisation réformiste commence à dévoiler sa véritable orientation.



Paul Lafargue (1842-1911)

Le service public est le dernier terme du développement de chaque spécialité du labeur humain... Le développement de l'État, quel que soit d'ailleurs le gouvernement au pouvoir, aboutit nécessairement à l'absorption progressive de toutes les entreprises privées transformées en services

publics... La question communale est plus de la moitié de la question sociale... (Paul Brousse, *La Propriété collective et les services publics*, Éditions le Prolétaire, 1983, cité par Georges Lefranc, *Le Mouvement socialiste*, Payot, 1977, t. 1, p. 60-61)

1882-1905 : forces et faiblesses du PO

Jean Dormoy, Jules Guesde et Paul Lafargue sont, à la fondation du Parti ouvrier, des révolutionnaires enthousiastes mais ils ne sont pas pour autant familiers de la théorie communiste. Le PO ne publie guère les œuvres de Marx et d'Engels. En particulier, ses dirigeants sont peu dialecticiens et leur matérialisme est plutôt celui des Lumières du XVIII^e siècle. L'analyse par le PO de la société française reste superficielle, même s'il a le mérite de développer un programme en direction de la paysannerie. Leur défaillance théorique contribue à des faiblesses politiques. Guesde croit dans les années 1880 en une révolution imminente ; la déception le conduit peu à peu à une autre stratégie, qui correspond mieux à sa pratique réelle, celle de l'addition progressive des réformes. En outre, le PO est incapable de travailler au sein de syndicats qui ne lui sont pas soumis, ce qui facilite l'emprise anarchiste sur les bourses du travail puis sur la confédération CGT. Enfin, si Guesde prend pour modèle le SAP-SPD allemand, le fonctionnement du PO est moins démocratique.

Grâce à son programme, aux mérites de sa direction et aux conseils d'Engels, le PO reste sur une trajectoire révolutionnaire durant les années qui suivent la scission des possibilistes. Le PO, contrairement à la FTS, est persécuté par l'État bourgeois. En avril 1883, un tribunal de la République inflige à Jean Dormoy, Jules Guesde et Paul Lafargue 100 francs d'amende chacun (environ 3 000 euros d'aujourd'hui) et 6 mois de prison.

En 1887, le général Boulanger, soutenu par les bonapartistes, se dresse contre le parlementarisme, attirant un temps Lafargue ainsi que durablement une partie des blanquistes. L'organisation blanquiste explose entre CRC (Vaillant) et CCSR (Rochefort, Granger, Roche...). Pour sa part, la FTS (Brousse, Allemane, Joffrin, Malon...) s'aligne complètement sur

le Parti radical et la III^e République, sans mettre en cause l'armée bourgeoise.

Cette poussée de fièvre boulangiste devrait inciter nos amis à exiger sans répit l'armement du peuple comme seule garantie contre toute velléité césarienne de la part des généraux populistes. (Friedrich Engels, « Lettre à Laura Marx », 15 juillet 1887, dans Marx & Engels, *La Troisième république*, ES, p. 191)

En 1893, le PO se renomme POF. En juin 1899, sans même consulter le groupe parlementaire socialiste, le député Alexandre Millerand entre dans un gouvernement de « défense républicaine » incluant notamment le général de Galliffet, un des fusilleurs de la Commune. Si Jaurès se réjouit, les partis « guesdiste » et « blanquiste » (PSR, ex-CRC) protestent conjointement.

Le parti socialiste, parti de classe, ne saurait être ou devenir un parti ministériel. Il n'a pas à partager le pouvoir avec la bourgeoisie, dans les mains de laquelle l'État ne peut être qu'un instrument de conservation et d'oppression sociale. (POF & PSR, 14 juillet 1899, cités par Claude Willard, *Jules Guesde, l'apôtre et la loi*, Éditions ouvrières, 1991, p. 84)

En juillet, Engels, avec l'aide du SAP allemand et du POF, fonde l'Internationale ouvrière (IO, 2^e Internationale) contre le bloc concurrent des possibilistes et des bureaucrates syndicaux anglais.

En 1890, les possibilistes explosent entre la fraction de Brousse fidèle au « socialisme municipal » (FTS) et celle d'Allemane (POSR) qui préfère l'activité syndicale à la gestion des mairies. Le POF conquiert à partir de 1892 des villes importantes et triomphe définitivement du possibilisme. Avec le déclin de l'artisanat et la montée de l'industrie, l'avenir semble partout au communisme.

Aux environs de 1890 la victoire du marxisme, dans ses lignes générales, est un fait accompli. Même dans les pays latins, où les traditions proudhoniennes se sont maintenues le plus longtemps, les partis ouvriers édifient en fait leur programme et leur tactique sur la base marxiste. L'organisation internationale du mouvement ouvrier, ressuscitée sous forme de congrès internationaux périodiques, se place d'emblée et presque sans conflit, dans toutes les questions essentielles, sur le terrain du marxisme. (Vladimir Lénine, « Marxisme et révisionnisme », avril 1908, *Oeuvres*, Progrès, t. 15, p. 28)

Néanmoins, la pression de la bourgeoisie sur le mouvement ouvrier ne cesse jamais. L'opportunisme prend d'autres formes que le proudhonisme et son avatar possibiliste. En pratique, cela se manifeste par le « ministérialisme » de Millerand, l'hostilité à la grève générale des dirigeants syndicaux allemands de la GGD, le mot d'ordre « Australie blanche » du Parti travailliste

australien ALP, etc. En doctrine, le socialisme étatiste fait son chemin, version anticomuniste façon Webb ou révisionniste du marxisme à la Bernstein.

Lorsque le marxisme eut supplanté les théories adverses tant soit peu cohérentes, les tendances que ces théories traduisaient recherchèrent des voies nouvelles. Les formes et les motifs de la lutte avaient changé, mais la lutte continuait. (Vladimir Lénine, *idem*)

En 1914, après l'assassinat de Jaurès, quand la Première guerre mondiale s'ouvre, Guesde devient belliciste, comme Kropotkine, Vaillant et Plekhanov, et participe avec Sembat au gouvernement d'union sacrée, sur décision du groupe parlementaire et de la CAP du Parti socialiste-SFIO. Jouhaux et la direction anarcho-syndicaliste de la CGT se rallient aussi à la guerre de l'impérialiste français.

Mais, en 1915, Lénine, Zinoviev (tous deux dirigeants du RSDRP-bolchevik) et Radek (SDKP-rosklamowcy) prennent la tête du mouvement pour une nouvelle internationale, pour la délimitation d'avec les chauvins (opportunistes) et d'avec les partisans de l'unité (centristes).

La question du programme reste décisive

Aujourd'hui, le capitalisme menace bien plus l'humanité qu'en 1880. Plus que jamais, la classe ouvrière doit avoir son propre parti et rester indépendante de la classe exploiteuse, de ses partis et de son État. Toute participation au gouvernement dans le cadre du capitalisme, toute alliance avec des représentants politiques de la classe dominante constitue une trahison. Cela vaut évidemment pour les partis ouvriers bourgeois : le Parti socialiste depuis 1914 et le Parti communiste depuis 1934, La France insoumise et Générations depuis leur naissance, mais aussi pour LO et le NPA qui ont pratiqué des blocs avec des partis politiques bourgeois (EELV, MRC, PRG...).

Comme l'affirme le communisme contre le libéralisme politique bourgeois et l'anarchisme, la classe ouvrière est seule révolutionnaire dans le capitalisme tardif. Le parti à construire n'est pas le parti des « citoyens » ou des « gens » type PS, PCF ou LFI, ni le parti de la « convergence des luttes » type NPA qui n'est que l'addition de mouvements sectoriels (femmes, minorités ethniques, etc.) mis sur le même plan et laissés en fait à leurs directions petites-bourgeoises.

Les travailleurs ont besoin d'un parti ouvrier, d'un parti qui œuvre à l'hégémonie du prolétariat, qui prend la tête de la lutte contre toutes les oppressions dans le cadre de la révolution sociale.

L'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe, ni de

race. (*Programme du Parti ouvrier*, 1880, Lagrange, 1899, p. 7)

Comme l'a montré la Russie en 1917, malgré son arriération culturelle et économique, la révolution socialiste fait bien plus avancer la cause des opprimés que les mouvements identitaires, sectoriels opposés à la lutte de classe

Sans négliger la défense des acquis politiques et sociaux ni la lutte pour de nouvelles conquêtes, le but historique de la classe ouvrière est de prendre le pouvoir, ce à quoi s'opposent les partis sociaux-patriotes.

Le programme de la 4^e Internationale est formulé dans une série de documents accessibles à tout un chacun. On peut en résumer la substance en deux mots : dictature du prolétariat. (Lev Trotsky, *La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, mai 1940, GMI, p. 31)

Les « trotskystes » français contemporains omettent tous dans leurs programmes la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la prise du pouvoir et la destruction de l'État bourgeois par la classe ouvrière.

Au service de l'État bourgeois, les partis « réformistes » contemporains (LFI, PS, PCF...) demandent le renforcement de l'appareil de répression, davantage de policiers et de militaires de métier tandis que les appareils syndicaux syndiquent les policiers. Pour les ménager, les organisations centristes (LO, NPA, POID...) abandonnent la revendication transitoire de la milice ouvrière et même la revendication démocratique de l'armement du peuple.

Abolition des armées permanentes et armement général du peuple. La commune maîtresse de son administration et de sa police. (*Programme du Parti ouvrier*, 1880, Lagrange, 1899, p. 9)

Les partis « larges » (NPA, POID, POI...) mis en place par les révisionnistes, en France ou ailleurs, ne sont pas une autre façon de construire l'internationale et le parti prolétariens. Ils aboutissent au bradage des principes, à la destruction idéologique et morale des cadres et des militants. Ils facilitent les départs et les scissions sous la pression des forces hostiles au prolétariat.

Pour ces raisons, il faut reconstruire un parti ouvrier, révolutionnaire et international de masse sur la base d'un programme communiste.

2 novembre 2020



Jules Guesde (1845-1922)

Mali : un État plus disloqué que jamais



La sécheresse frappe le Sahel en 2011. Le nord du Mali est aux prises en janvier 2012 avec des indépendantistes touaregs (MNLA) et plusieurs mouvements djihadistes (AQMI, Ansar Dine, MUJAO) qui imposent la charia. En mars 2012, un coup d'État renverse le gouvernement Touré. Le SADI, alors organisation-soeur du NPA, approuve le putsch des officiers (*Tout est à nous !*, 21 mars 2013).

Quand les bandes islamistes écrasent le MNLA puis marchent vers la capitale Bamako, située au sud-ouest, la junte en appelle au Tchad puis à la France. L'intervention de l'armée française, mieux armée et équipée de moyens de surveillance (d'autant qu'elle reçoit l'aide des États-Unis en renseignement), sauve le régime, chasse les troupes islamistes de toutes les villes et les réduit à la guérilla. Keïta gagne l'élection présidentielle en 2013. Hollande grossit en 2014 le corps expéditionnaire. « L'opération Barkhane » s'étend à tout le Sahel : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad. En 2015, sous l'égide de la France, Keïta conclut les accords d'Alger avec les mouvements indépendantistes touaregs dont le MNLA. Cela démantèle un peu plus le pays.

L'opération française Barkhane compte 5 100 soldats au Sahel, principalement au Mali. Cette présence armée, qui n'empêche pas l'insécurité de gagner du terrain, suscite de plus en plus la colère de la population. Les partis sociaux-impérialistes ne se prononcent pas pour autant pour le retrait des troupes : « *Bien sûr, il ne s'agit pas de faire monter demain 4 500 hommes dans des avions pour les ramener en France* » (Jean-Luc Mélenchon, 29 novembre 2019).

Les djihadistes se recomposent autour de deux pôles : l'État islamique dans le grand Sahara (EISG), affilié à Daech, et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), franchise d'Al Qaïda. L'armée reste mal payée et mal équipée, à cause des prélèvements des officiers (dont un nombre impressionnant de généraux au vu de la taille du pays) qui s'enrichissent comme les ministres.

La troupe est capable d'exactions contre la population civile, mais pas d'affronter les groupes djihadistes qui s'enracinent dans des communautés agricoles et qui pratiquent une économie parallèle (charité, contrebande, trafic de drogue, rançons contre otages, etc.). Le gouvernement encourage la formation de milices, ce qui alimente les tensions entre communautés.

Le mécontentement populaire est capté dans les villes par le Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP), une coalition qui subordonne le SADI et les syndicats de travailleurs salariés (UNTM, CSTM, CDTM) à l'opposition bourgeoise dont le programme se borne à chasser le président et dont la force déterminante est le CMAS islamiste (l'équivalent des Frères musul-

mans) fondé par l'imam Dicko et dirigé par Djim. En juillet 2020, le M5-RFP appelle à des manifestations qui font face à une répression causant au moins 23 morts.

Le 18 août, les colonels Goïta, Diaw et Wagué s'emparent des casernes de Kati et de N'Tominkorobougou, arrêtent le président et plusieurs ministres, ce que n'apprécie pas Macron. Les putschistes proclament un Comité national pour le salut du Peuple (CNSP) et obligent Keïta à démissionner. Le M5-RFP salue le coup. Selon la méthode employée par l'état-major au Soudan en 2019, le CNSP négocie avec le M5-RFP un compromis qui lui laisse de fait le pouvoir. Il obtient l'accord du CMAS islamiste pour gérer la transition.

La junte désigne le 21 septembre 2020, le président et le vice-président de la transition du Mali, respectivement le colonel-major à la retraite N'Daw (70 ans) et le colonel Goïta (37 ans). Le même jour, devenu l'organisation-soeur des néo-staliniens du PRCF, le SADI « *les félicite pour le choix porté sur leur personne et leur souhaite plein succès dans cette exaltante mission* ». Le 18 novembre, le SADI réclame que les troupes de l'ONU remplacent celles de la France et demande l'aide des impérialismes russe et chinois pour renforcer l'armée bourgeoise malienne. Le 3 décembre, l'Assemblée nationale est remplacée pour 18 mois par un Comité national de transition (CNT) non élu : 22 sièges aux militaires, 8 pour le M5-RFP, 11 pour les partis politiques, mais aussi 1 siège pour l'Association malienne des droits de l'homme et 4 pour les confédérations syndicales.

En France, le PS, le PCF et LFI, qui viennent tous de se prononcer pour l'augmentation du budget de l'armée, déplorent, non l'immixtion de leur impérialisme en Afrique, mais une poignée de morts de militaires français : « *Les militaires français tués au combat sont célébrés, comme c'est le devoir du pays* » (Jean-Luc Mélenchon, 6 janvier 2021). Les victimes civiles des troupes françaises, de l'armée officielle et des islamo-fascistes se comptent, elles, en milliers sans avoir choisi d'être payées pour faire la guerre.

Le premier devoir des travailleurs conscients en France, qu'ils soient d'origine européenne ou africaine, est d'exiger le retrait des troupes françaises du Mali et de toute l'Afrique. La tâche principale des travailleurs avancés du Mali est d'imposer la rupture de l'UNTM, de la CSTM et de la CDTM vis-à-vis du CNT, du CMAS et du M5-RFP, de combattre pour le départ de toutes les troupes étrangères. Il faut construire un parti débarrassé de l'héritage pourri du stalinisme, du « front uni anti-impérialiste », de la servilité à l'égard de la « bourgeoisie nationale ». Ainsi, la classe ouvrière prendra la tête de la lutte de tous les exploités et opprimés contre la junte militaire et les bandes djihadistes, pour un gouvernement ouvrier et paysan, pour une armée rouge, pour les États-Unis socialistes d'Afrique.

17 janvier 2021